

Interstats Méthode N° 9

Évolutions méthodologiques dans les indicateurs statistiques de délinquance enregistrée en janvier 2017

Janvier 2017

L'objet du présent document est de rassembler les explications relatives aux nouveautés méthodologiques mises en œuvre par le SSMSI dans ses publications de janvier 2017. Son contenu, hétérogène, porte à la fois sur des corrections apportées sur des variables déjà publiées (chapitre 1 sur les victimes d'homicides), sur la suite de travaux annoncés en 2015 et dont nous publions des premiers résultats (chapitre 2 sur les vols avec armes à feu), et sur des domaines abordés pour la première fois dans des publications du SSMSI suite à des expertises récentes (chapitres 3 sur les violences sexuelles et 4 sur les dégradations et destructions volontaires).

1 – Correction du comptage des victimes d'homicides

L'unité de comptage, pour les faits d'homicides, est la victime dans les séries habituelles de « l'état 4001 » et dans les données publiées par le SSMSI. Depuis la mise en place de LRPPN3 dans les services de police en 2015, la comptabilisation des homicides se fait de façon semi-automatique, suite à l'enregistrement d'une victime par un service, pour une infraction relevant des homicides.

A partir de la fin de l'année 2015, et en dehors des chiffres exceptionnels liés aux attentats, le SSMSI a constaté une hausse des nombres d'homicides enregistrés mois après mois par la police par rapport aux années précédentes. Cependant, du fait du faible niveau des chiffres (le plus souvent entre 60 et 70 chaque mois), cette hausse n'a pas été immédiatement assimilée à une rupture statistique, d'autant plus que l'on n'imaginait pas, comme dans d'autres domaines, qu'il ait pu y avoir des « sous enregistrements » par le passé.

Dans le courant de l'année 2016, le SSMSI a obtenu l'autorisation d'accéder à une base de données de la police nationale comportant, outre des informations statistiques, des détails sur l'heure et le lieu de commission et sur les caractéristiques des victimes de crimes et délits permettant de repérer l'éventuelle présence d'événements en double. Des vérifications ont ainsi pu être réalisées sur l'ensemble des homicides comptabilisés en 2015 et 2016, notamment en réponse aux sollicitations de l'ONDRP, qui s'étonnait des chiffres publiés sur certains départements, et il est apparu que dans un nombre de cas significatif une même victime avait été comptabilisée à deux reprises par deux services différents : le plus souvent, le service de sécurité publique qui constatait le décès l'enregistrait une première fois, le logiciel imposant la saisie de l'identité de la victime dans le cadre de la poursuite de la procédure et le service de police judiciaire chargé de mener les actes d'enquête approfondie l'enregistrait une seconde fois, ce qui pouvait dans certains cas entraîner une double comptabilisation du fait et de sa victime. Les règles de comptabilisation des crimes et des délits prévoient explicitement qu'une même infraction ne doit être comptabilisée que par le service qui les enregistre pour la première fois¹.

Ces doubles comptages sont donc des erreurs, dues notamment à une mauvaise maîtrise du logiciel LRPPN : normalement un service qui poursuit une enquête doit indiquer qu'il « reprend » un dossier clôt dans une autre unité et prendre garde à ne pas comptabiliser le fait statistique une nouvelle fois afin d'éviter sa double comptabilisation. Mais certains fonctionnaires de police, concentrés sur l'aspect judiciaire et l'efficacité de leur enquête, maîtrisent mal ces aspects de l'outil destinés à sa fiabilité statistique. L'objectif initial de LRPPN, consistant à favoriser autant que possible le caractère systématique de la comptabilisation sur la base de la procédure pour assurer l'exhaustivité des

¹ Voir *Interstats Méthode* n°2 L'enregistrement des crimes et des délits non routiers par les forces de sécurité

comptages et limiter les sous-estimations, se retourne ainsi contre lui en exagérant le nombre de faits dans les affaires criminelles complexes dans lesquelles plusieurs services sont mobilisés².

Pour ce qui est des homicides, leur nombre est heureusement suffisamment faible, pour que des vérifications manuelles aient pu être réalisées : quand deux faits d'homicides portant sur la même victime (identifiée par ses caractéristiques) sont commis le même jour au même endroit, on peut légitimement enlever du décompte statistique ce double enregistrement. Le travail réalisé a porté sur tous les faits enregistrés aux index 1, 2, 3, 6, et 51 de la nomenclature de l'état 4001³ et faisant apparaître au moins un « fait constaté » (donc une victime) en 2015 ou en 2016⁴.

Ce travail a également bénéficié des corrections apportées par les services de police sur les procédures elles-mêmes entre la date de leur comptabilisation statistique (et donc de leur prise en compte dans les données publiées jusqu'à décembre 2016) et le 3 janvier 2017. Les résultats de ce travail, qui a porté sur l'ensemble des données de 2015 et de 2016, est le suivant :

	Année 2015			Année 2016		
	Victimes d'homicides comptabilisés dans les chiffres annuels publiés	Dont victimes comptées plus d'une fois repérées par le SSMSI	Chiffre corrigé du nombre de victimes d'homicides*	Victimes d'homicides comptabilisés dans les chiffres annuels publiés	Dont victimes comptées plus d'une fois identifiées par le SSMSI **	Chiffre corrigé du nombre de victimes d'homicides
France métropolitaine	933	48	872	979	61	892
Outre-Mer	167	10	146	220	48	177
Total	1100	58	1018	1199	109	1069

Les chiffres « publiés » sont ceux des notes Interstats Conjoncture. Ils ne portent que sur la métropole, jusqu'à décembre 2016 (donc portant sur 2015 et 2016 jusqu'à novembre).

** ce chiffre n'est pas exactement égal à la différence entre les deux colonnes précédentes car outre les doubles enregistrements repérés par le SSMSI à l'automne 2016 d'autres corrections ont été apportées par les services depuis la première comptabilisation*

***Le nombre de victimes d'homicides comptabilisées plus d'une fois en 2016 inclus également 11 victimes qui avaient déjà été comptabilisées en 2015.*

² Il est possible que le même effet ait joué dans les tentatives d'homicides, dont le nombre a subitement augmenté dans les données brutes de l'état 4001, voire dans d'autres domaines criminels où plusieurs services sont amenés à intervenir. Le SSMSI analysera progressivement ces phénomènes au cours de l'année 2017.

³ Voir « La première génération des indicateurs statistiques des crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie », Interstats Méthodes n°3, 2015, et notamment page 2 la rubrique relative à l'indicateur « homicides ».

⁴ Un travail plus approfondi encore est envisagé, consistant à repérer si des faits juridiquement qualifiés d'homicides ont pu échapper à un repérage statistique à l'un de ces 5 index (comme cela a été fait pour les attentats terroristes). On pourrait également vérifier le nombre de victimes de « règlements de comptes entre malfaiteurs » qui ne sont finalement pas décédés. L'impact sur les chiffres définitifs serait certainement très marginal, et en tout cas sans signification statistique.

Dans 8 cas sur 10, le double enregistrement provient d'un enregistrement par un service de sécurité publique, suivi d'un enregistrement par un service de police judiciaires, sans « chaînage » correct. Dans certains cas, cependant, ce sont deux services de la même direction centrale qui ont par erreur comptabilisé deux fois la même victime.

De telles erreurs ont-elles pu se produire dans le passé ? Le SSMSI n'a pas les moyens de le vérifier, car seul le logiciel LRPPN mis en place depuis 2015 permet de connaître exactement les procédures et les infractions qui ont donné lieu à un « comptage » statistique dans l'état 4001. Donc des vérifications de cette nature sont impossibles pour les années antérieures, même avec la base nationale du STIC, puisque cette dernière ne comprend pas l'information à vocation statistique (ni les index ni les compteurs 4001) suffisante.

On peut cependant imaginer, sans en avoir la certitude, qu'avant la mise en place de LRPPN, quand l'enregistrement statistique des faits était la conséquence d'une action spécifique, distincte de la rédaction de la procédure judiciaire, une attention particulière était portée aux faits, particulièrement grave, des homicides, et donc que les services s'assuraient contre ce risque de double comptage. Les chiffres des séries « reconstituées » après ces corrections ne montrent pas de « ruptures » nettes, et sont donc crédibles, mais cela ne suffit pas à s'assurer qu'il n'y ait pas eu d'erreurs de ce type par le passé⁵.

Cas spécifique des victimes d'attentats :

Même si, du fait du statut juridique spécifique des attentats terroristes, ceux-ci ont été intégrés avec retard par les services, le SSMSI les avait intégrés aux chiffres publiés dès novembre 2015 et dans les mois qui ont suivi. Ils figurent donc dans les chiffres publiés depuis leur survenue, et il est possible de les distinguer des autres homicides.

Cas spécifique du crash de la Germanwings de mars 2015

Contrairement aux attentats terroristes, les 149 victimes de l'écrasement volontaire du vol 9525 de la Germanwings du 24 mars 2015 ne sont pas prises en compte dans les chiffres homicides de 2015 établis par le SSMSI. L'enquête judiciaire, toujours en cours, considère pour l'heure qu'il s'agit d'homicides involontaires : à ce titre, ceux-ci n'entrent pas dans la statistique criminelle au sens juridique. Cependant, ce type d'événement correspond à la définition internationale statistique des homicides intentionnels⁶ : il a d'ailleurs été intégré dans les données fournies par le SSMSI à l'ONU au titre des comparaisons statistiques internationales, ce qui permettra sa comptabilisation dans les données européennes et mondiales d'homicides.

⁵ A ce jour, il ne semble pas exister de base de données permettant de réaliser des vérifications avant 2015 telles qu'elles ont pu être réalisées à partir de cette date.

⁶ « Mort illégale d'une personne causée par une autre ayant l'intention de tuer ou de blesser gravement »

2 – Amélioration de la fiabilité des comptabilisations de vols avec armes à feu par la police nationale depuis 2015

Diagnostic

Dès l'automne 2015, le SSMSI avait mis en lumière une rupture technique forte dans l'enregistrement par les services de police des faits de vol à main armée avec une arme à feu, enregistrés aux index 15 à 19 (Voir Interstats Méthodes n°3, pages 15 à 19). A l'époque, il avait été considéré que les données étaient trop instables pour pouvoir être publiées, et qu'on ne bénéficiait pas d'assez de recul pour les corriger, comme on avait pu le faire dans d'autres domaines.

En particulier, on avait conclu des premières analyses que LRPPN semblait enregistrer trop de VAMA avec armes à feu par rapport à la réalité des faits, alors que dans d'autres domaines le nouveau système permettait d'améliorer l'exhaustivité là où les anciens systèmes la sous estimaient.

A la fin de l'année 2015, les bilans annuels en zone police faisaient apparaître une hausse de 20% des VAMA contre des établissements financiers ou les transporteurs de fonds et de 40% des VAMA contre des particuliers à leur domicile, chiffres peu crédibles, et qui ne correspondaient absolument pas à ceux de l'activité de l'organisme spécialisé chargé de lutter contre ce type de délinquances, l'OCLCO (office central de lutte contre le crime organisé).

De discussions avec les personnels compétents des directions centrales de la police nationale et de la préfecture de police, il est apparu que cette hausse pouvait provenir d'erreurs de codification par les personnels qui remplissent LRPPN, dont seule une partie était corrigée à l'occasion de contrôles de qualité.

Avec le logiciel LRPPN, les personnes qui choisissent l'index 4001 ne sont plus, comme avec le STIC⁷, des « spécialistes » d'indexation statistique, mais le plus souvent des fonctionnaires chargés de la rédaction de procédures (voir InterStats Méthodes n°2, page 5 et 6 notamment). Or les titres des index 15 à 19, tels qu'ils étaient proposés aux rédacteurs sur l'interface de saisie informatique LRPPN de faisaient pas apparaître explicitement la mention « arme à feu ».

Par exemple, l'intitulé de l'index 15 était « Vols à main armée contre des établissements financiers », sans précision sur l'usage d'une arme à feu. A l'époque du STIC, cette précision était évidente pour les agents chargés de l'indexation. Elle figure également explicite dans le « guide de méthodologie » qui donne les règles de comptabilisation de l'état 4001, mais que les rédacteurs de procédure ne consultent pas régulièrement.

Ce défaut de conception a été corrigé dès le début de l'année 2016, et les libellés qui apparaissent désormais à l'écran sont explicites, par exemple pour l'index 15 « VAMA avec arme à feu contre des établissements financiers ».

Correction des données 2015

Afin de permettre l'établissement de statistiques annuelles plus fiables pour l'année 2015, le SSMSI a demandé aux services de police la **vérification de 1 221 procédures** ouvertes depuis avril 2015

⁷ STIC : Système de traitement infractions constatées, utilisé par la Police nationale jusqu'au début de l'année 2015 pour comptabiliser les crimes et délits, voir Interstats Méthodes n°2

contenant des faits indexés aux index 15 à 19 pour lesquelles il y avait une présomption d'erreur d'indexation. On a considéré qu'il y avait un doute si aucune arme à feu n'était décrite dans la manière d'opérer du malfaiteur.

Cette opération a permis de corriger **530 procédures présentant une indexation erronée**, à rapporter aux 4133 VAMAAF dans les compteurs figés en décembre 2015, soit **13% du total des faits enregistrés aux index 15 à 19 en 2015** (y compris outre-mer). Sans surprise, **l'index le plus corrigé est l'index 19** (autres vamaaf), pour 43% des cas alors qu'il ne pèse que 30% des FC de VAMAAF en 2015.

Dans certains cas, les services ont pu directement corriger l'indexation dans le logiciel LRPPN, et la correction a été transmise dans la base statistique utilisée par le SSMSI. Dans d'autres cas, la procédure ayant déjà été clôturée et transmise à la justice, il n'était plus possible de la corriger dans l'application LRPPN. Le SSMSI a donc directement intégré les corrections dans son propre système d'information.

A l'issue de cette opération de correction, le SSMSI a reconstitué des comptages, par mois et par index. Il en est résulté les chiffres sur les vols avec armes à feu qui sont présentés dans la fiche « Vols avec arme » du bilan statistique 2016 publié en janvier 2017. En revanche, les données des indicateurs « Vols avec arme » pris dans son ensemble (qui comprend également les vols avec armes blanches et armes par destination) n'ont pas été corrigées, car l'essentiel des corrections d'index effectués dans l'opération de vérification citée plus haut transformaient les vols avec armes à feu en vols avec armes blanches.

Vérification et correction des données 2016

A partir de l'année 2016, des consignes d'attention ont été transmises aux services sur ce sujet, et surtout les écrans des logiciels ont été mis à jour pour limiter les risques d'erreurs. Les comptages enregistrés aux index 15 à 19 ont d'ailleurs été plus faibles et ont rejoint la tendance des années précédentes, reflétant probablement une amélioration de l'usage.

Cependant le SSMSI a constaté en novembre 2016 qu'un nombre non négligeable de procédures indexées 15 à 19 ne comportaient toujours pas, dans la procédure, de mentions explicites d'armes à feu. Il a donc été décidé de demander à nouveau, en décembre 2016, une vérification exhaustive des procédures sur lesquelles il y avait un doute.

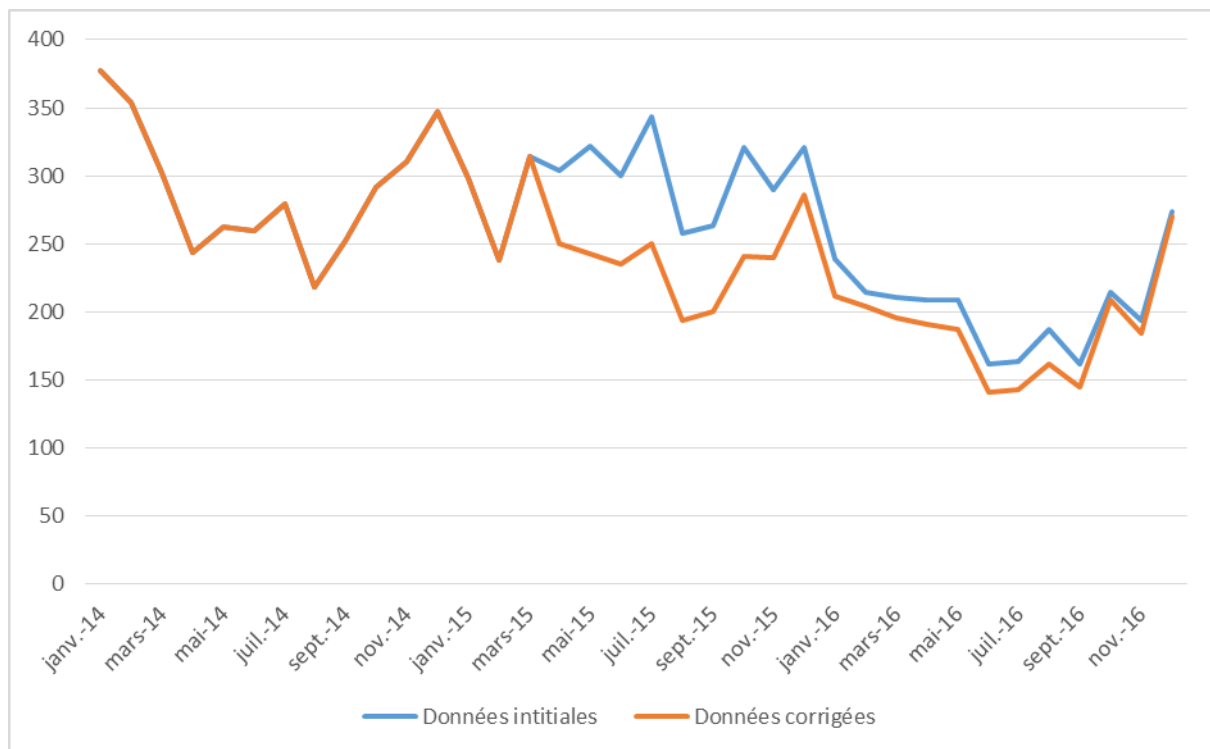
Suite à cette opération, 370 indexations ont été corrigées (France entière).

Au final, compte tenu également des corrections qui avaient été apportées par les services de police AVANT que le SSMSI leur demande de vérifier la qualité de l'indexation, les nombres de vols à main armée enregistrés par la police nationale en métropole en 2015 et 2016 sont estimés comme suit :

	Données initiales (compteurs 4001 mensuels)	Données corrigées (après vérifications des procédures)
2 015	3 534	2 989
2 016	2 439	2 244

Les chiffres sur les vols avec armes à feu qui sont présentés dans la fiche « Vols avec arme » du bilan statistique 2016 du SSMSI tiennent compte de ces corrections.

Le graphique qui suit montre l'évolution mensuelle de l'importance des corrections et suggère que, probablement, les données des derniers mois de 2016 devront être encore révisées dans les prochains mois pour aboutir à un chiffre stabilisé.



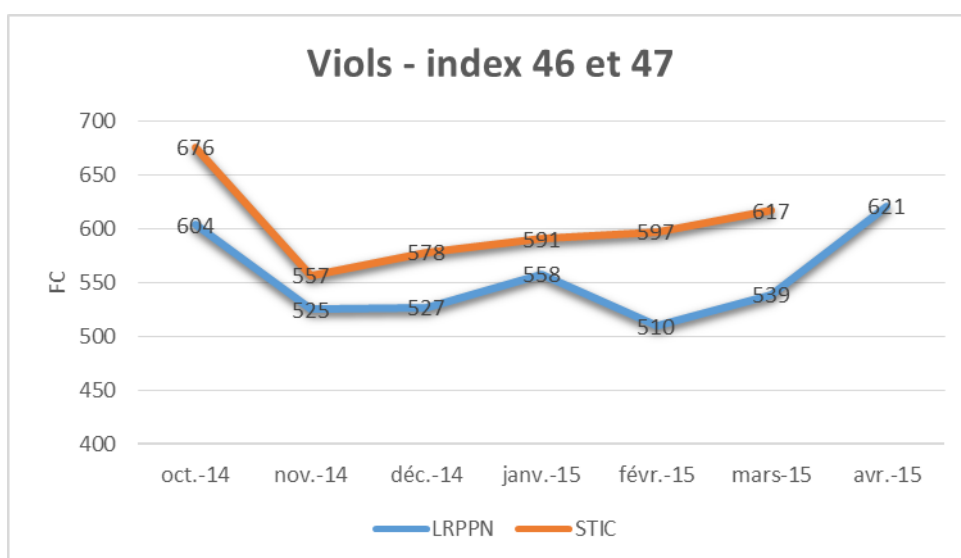
3 – Expertise des statistiques enregistrées dans le domaine des violences sexuelles

Expertise des ruptures sur les viols (index 46 et 47) : Une hausse claire en police nationale postérieure à l'implémentation de « LRPPN »

Comparaison des compteurs STIC-FCE et LRPPN durant la période de double alimentation

Entre octobre 2014 et mars 2015, période durant laquelle tous les services de police utilisent LRPPN v3 en parallèle du STIC-FCE, le décompte des viols s'établit avec le STIC-FCE au-dessus de celui issu de LRPPN, en moyenne de 10 %.

Néanmoins, en avril 2015, le niveau des viols recensés avec le nouvel outil rejoint la tendance obtenue avec le STIC-FCE, ce qui laisse à penser que l'écart d'enregistrement entre les deux systèmes pendant la période de double saisie a pu être liée à des raisons de pratique ou de délais d'enregistrement différents, plus qu'à des raisons de méthodologie statistique de classement des infractions.



Source : État « 4001 » (DGP, DGGN), extraction LRPPN en avril 2015, traitements SSMSI.

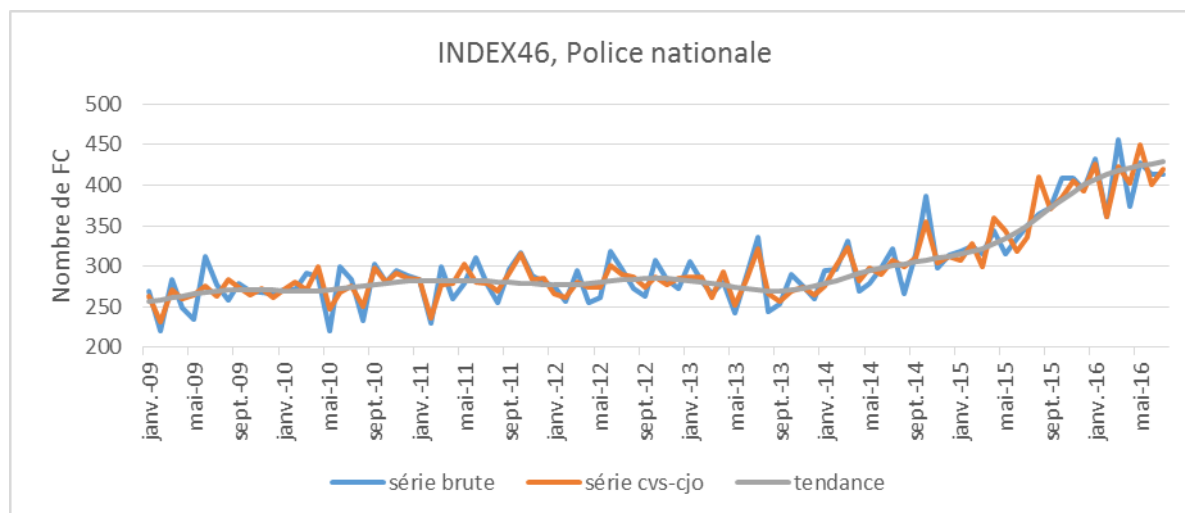
Évaluation statistique de l' « effet LRPPN » par l'utilisation des outils de dessaisonalisation

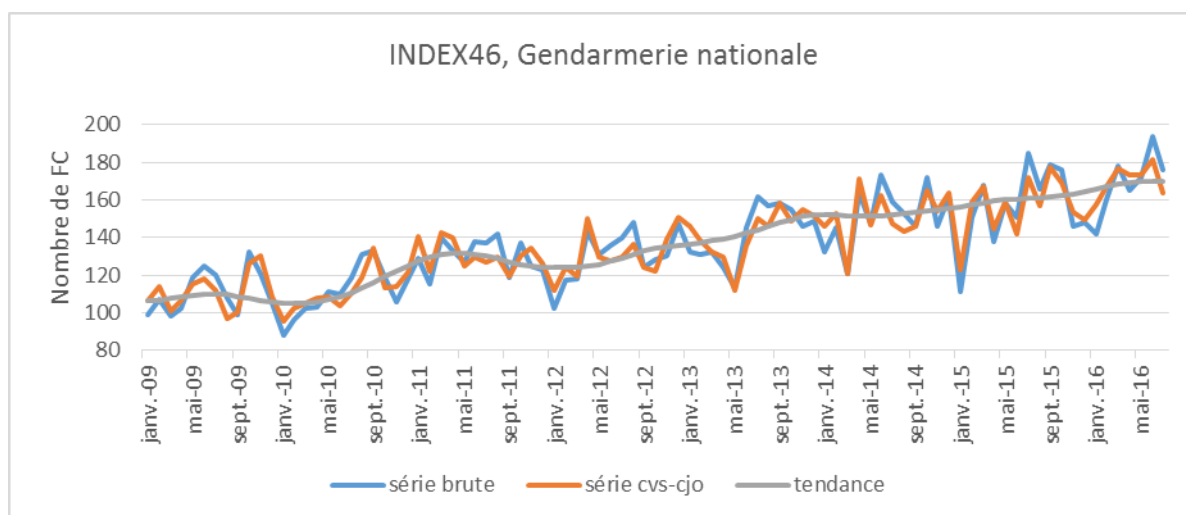
La méthode repose sur l'utilisation des données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (cvs-cjo), qui permettent d'identifier rapidement des ruptures dans des séries infra-annuelles.

Le changement de niveau dans la série des viols de majeurs (index 46), apparait progressif à partir de début 2014, et concomitant avec le déploiement de LRPPN dans les services de police. Une accélération de la progression des viols de majeurs débute en juin 2015, suivie d'une stabilisation depuis le début de l'année 2016. Cette accélération est visible dans les données de la préfecture de police de Paris (PP) comme dans celle de la police hors PP, alors que le déploiement de LRPPN en 2014 n'avait pas réellement eu d'impact sur les chiffres de la PP : Il y a une rupture de niveau nette à la hausse dans les données de la PP entre juillet et octobre 2015.

En comparaison, les viols de majeurs ont progressés en zone gendarmerie nationale, et ce de manière régulière depuis janvier 2012, passant de environ 125 en janvier 2012 à approximativement 170 en juillet 2016 (+9% environ en moyenne annuelle). Néanmoins ils sont relativement plus stables en tendance sur la période allant de début 2014 à avril 2015 (+4% environ, contre +17% en zone police) et leur niveau augmente plus nettement au second semestre 2015 comme en zone police.

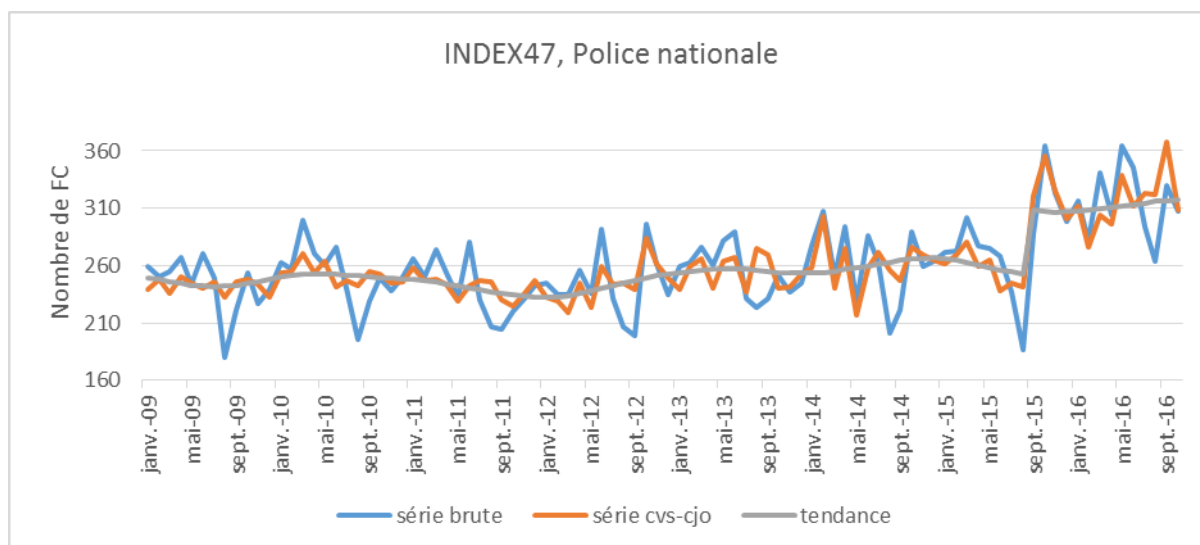
L'examen de cette série suggère ainsi la présence d'un effet qui pourrait être lié au déploiement de LRPPN mais cet effet pourrait être aussi doublé d'une hausse effective de l'enregistrement de ces violences, dans le commissariat et dans les brigades.

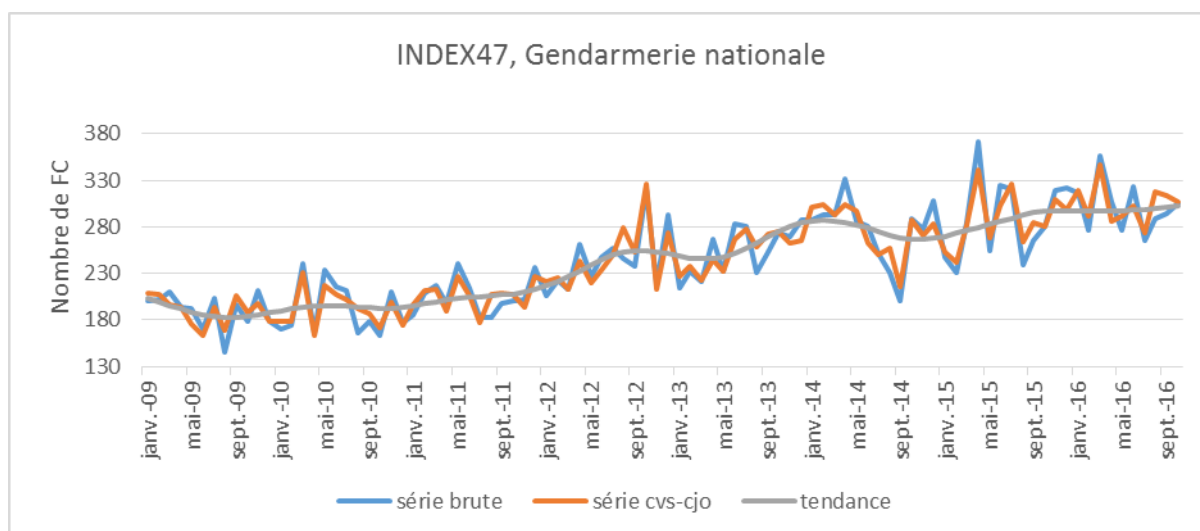




Source : État « 4001 » (DGPN, DGGN), traitements SSMSI.

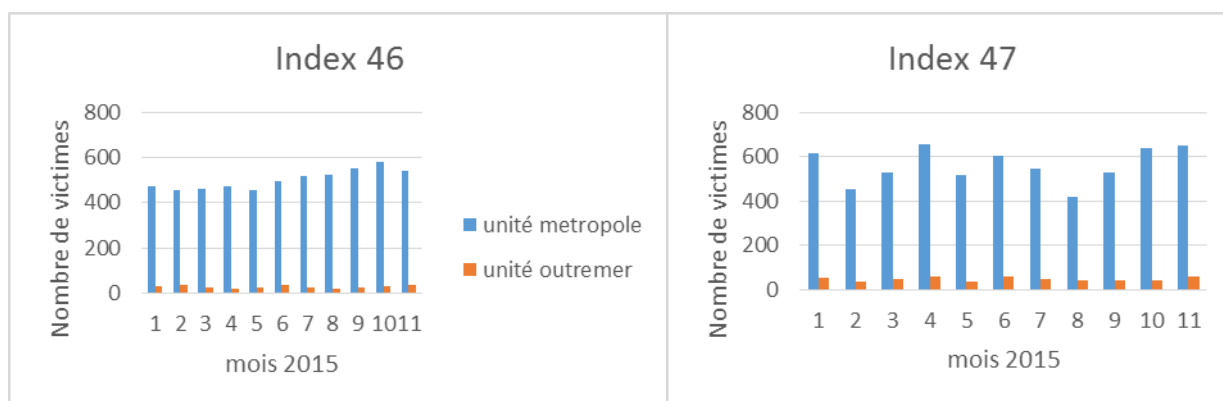
Des observations similaires s'appliquent à l'index 47 des viols sur mineurs : une hausse assez continue en GN depuis 2012 (avec des phases plus rapides au premier semestre 2012 et entre avril 2013 et avril 2014), et une rupture de niveau à la hausse nette en octobre 2015 en PN. Cette rupture intervient dans le périmètre PN hors PP (sécurité publique et DCPJ).





Source : État « 4001 » (DGPN, DGGN), traitements SSMSI.

Ces évolutions ne semblent pas liées à un effet du passage de l'outremer à LRPPN. Les graphiques ci-dessous montrent le faible poids de cette zone dans l'explication et l'absence de phénomène marqué en octobre 2015 lors du déploiement de LRPPN dans ces services.



Source : base victimes 2015 provisoire, extraction de juillet 2016, SSMSI.

Analyse des procédures détaillées

Analyse de la structure des natures d'infraction

Dans le STIC BN, donc jusqu'à mars 2015, trois libellés principaux correspondaient aux viols : le viol (code 185), le viol sur mineur de moins de quinze ans (code 186) et le viol sur mineur (code 1098). Ils

ont été transcodés dans les bases LRPN en seulement deux Natinfs du thésaurus 141⁸ : viol (Natif 1115), et pour les mineurs, viol commis sur un mineur de quinze ans (natif 1117). D'autres libellés plus rares de viol sont aussi utilisés dans STIC BN et transcodés (cf. annexe 1). Ils ne pèsent pas dans les changements de régime constatés du nombre d'atteintes.

Le transcodage laisse donc mal repéré le champ des mineurs de plus de quinze ans du point de vue des libellés : en pratique, les victimes de 15 à 17 ans enregistrées dans STIC BN sont classées dans la Natinf 1115 de VIOL, et marginalement dans la 1117 de viol commis sur un mineur de quinze ans. Progressivement, avec le déploiement de LRPPN et les consignes d'harmonisation de la saisie entre les deux logiciels STIC et LRPPN, toutes les victimes de viols seront entrées dans le STIC BN principalement sous les deux seuls libellés : viol (code 185) et viol sur mineur (code 1098).

Une Natinf actuelle existe pour capter les victimes de viols âgées de 15 à 17 ans, mais elle ne fait pas partie de la table de transcodage des libellés STIC BN en Natinfs, et donc ne concerne que les données postérieures au déploiement de LRPPN dans les services de la métropole : il s'agit de la Natinf 27526 VIOL COMMIS SUR UN MINEUR DE PLUS DE 15 ANS.

Par ailleurs, il existe désormais dans LRPPN la Natinf du viol conjugal (25834 VIOL COMMIS PAR PERSONNE ETANT OU AYANT ETE CONJOINT OU CONCUBIN OU PACSE, applicable depuis 2008), qui pèse pour près de 5% des viols dans les affaires mono-infractions d'après la source LRPPN (cf. tableau ci-dessous). Il n'y a pas de transcodage pour cette Natinf, car il n'y avait pas de libellés portant spécifiquement sur ces viols dans le STIC BN. Mais un appariement des bases STIC BN et LRPPN montre que cette Natinf était prise sous le libellé simple de VIOL (185).

De même, les Natinfs de viol avec circonstances aggravantes (20557 et 27548, applicables depuis 2008 et 2010) sont propres à LRPPN. La minorité de la victime notamment est une circonstance aggravante du viol, et il est possible que ce type d'infraction ait été codé auparavant avec plusieurs libellés STIC BN dont le viol sur mineur. La part des procédures mono infractions de viols sur mineurs de 15 ans (186) dans le STIC BN est d'ailleurs passée de 60% à 70% entre 2012 et 2014, et celle de viol sur mineur (1098) de 69% à 73%.

Enfin, les viols incestueux n'apparaissent pas non plus comme tels dans STIC BN, mais les Natinfs correspondantes sont récentes.

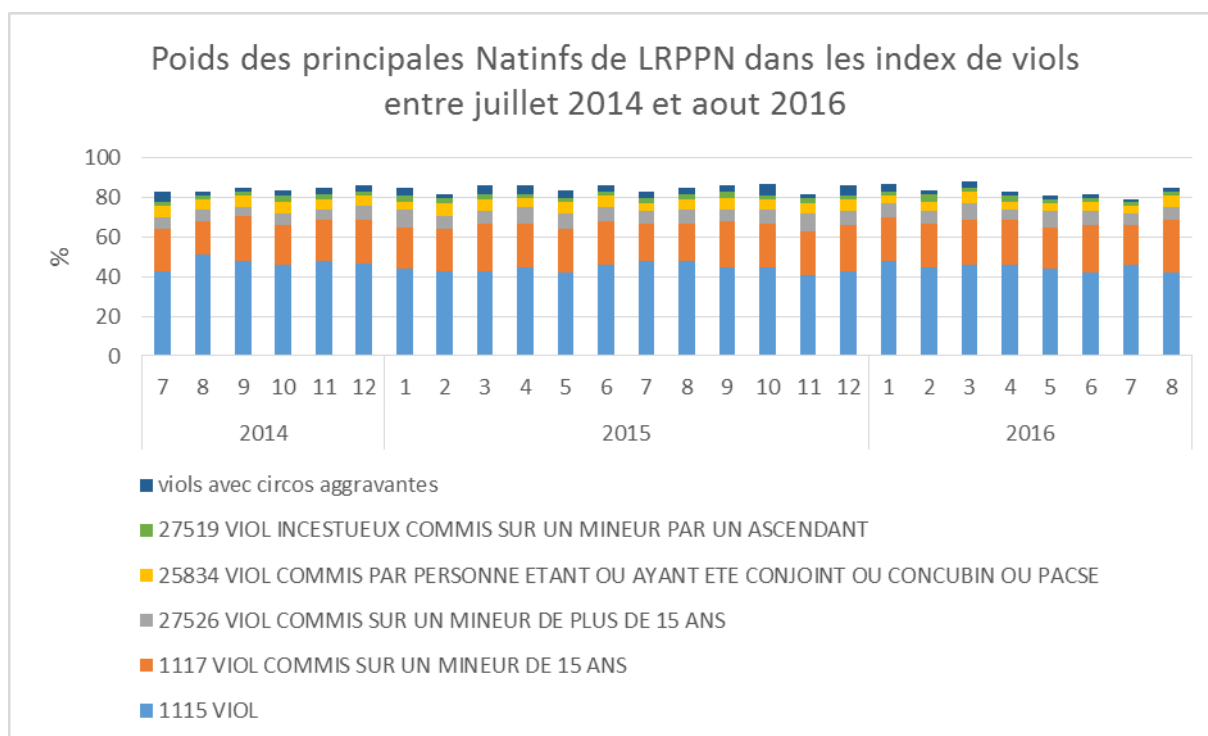
Tableau 1 : fréquence d'utilisation des Natinfs des index 46 et 47 entre juillet 2014 et juillet 2015 pour les procédures mono-infractions de LRPPN

⁸ Thésaurus dont les codes et les libellés correspondent aux natures d'infraction (Natif) également utilisées par la Justice et la DGGN et présentes désormais dans LRPPN.

libinf141	Fréquence	Pourcentage
10497 VIOL CAUSANT UNE MUTILATION OU UNE INFIRMITÉ	2	0.01
10498 VIOL CAUSANT LA MORT	3	0.01
10499 VIOL AVEC TORTURE OU ACTE DE BARBARIE	16	0.08
1115 VIOL	9617	45.18
1116 VIOL COMMIS SUR UNE PERSONNE VULNERABLE	1065	5.00
1117 VIOL COMMIS SUR UN MINEUR DE 15 ANS	4602	21.62
1118 VIOL COMMIS SOUS LA MENACE D'UNE ARME	237	1.11
1119 VIOL COMMIS EN REUNION	964	4.53
1121 VIOL EN ABUSANT DE L'AUTORITE LIEE A SA FONCTION	45	0.21
17916 INSTRUCTIONS	1	0.00
20557 VIOL AVEC PLUSIEURS CIRCONSTANCES AGGRAVANTES	317	1.49
21708 VIOL SUITE A CONTACTS VIA RESEAU DE TELECOMMUNICATIONS	32	0.15
23813 VIOL DU FAIT ORIENTATION SEXUELLE VICTIME	19	0.09
25834 VIOL COMMIS PAR PERSONNE ETANT OU AYANT ETE CONJOINT OU CONCUBIN OU PACSE	1105	5.19
26247 VIOL EN CONCOURS AVEC UN OU PLUSIEURS VIOLS COMMIS SUR D'AUTRES VICTIMES	17	0.08
26257 VIOL COMMIS EN ETAT D'IVRESSE	183	0.86
26326 VIOL COMMIS SOUS L'EMPRISE MANIFESTE DE STUPEFIANTS	32	0.15
27519 VIOL INCESTUEUX COMMIS SUR UN MINEUR PAR UN ASCENDANT	531	2.49
27520 VIOL COMMIS PAR UN ASCENDANT	105	0.49
27521 VIOL COMMIS SUR UN MINEUR PAR UNE PERSONNE AYANT AUTORITE SUR LA VICTIME	349	1.64
27522 VIOL COMMIS PAR UNE PERSONNE AYANT AUTORITE SUR LA VICTIME	122	0.57
27525 VIOL COMMIS SUR UN MINEUR AVEC TORTURE OU ACTE DE BARBARIE	1	0.00
27526 VIOL COMMIS SUR UN MINEUR DE PLUS DE 15 ANS	1431	6.72
27548 VIOL COMMIS SUR UN MINEUR AVEC PLUSIEURS CIRCONSTANCES AGGRAVANTES	349	1.64
31500 VIOL INCESTUEUX COMMIS SUR UN MINEUR PAR UNE PERSONNE AYANT AUTORITE SUR LA VICTIME	20	0.09
31501 VIOL INCESTUEUX COMMIS SUR UN MINEUR DE 15 ANS	101	0.47
31502 VIOL INCESTUEUX COMMIS SUR UN MINEUR DE PLUS DE 15 ANS	7	0.03
31505 VIOL INCESTUEUX COMMIS SUR UN MINEUR AVEC PLUSIEURS CIRCONSTANCES AGGRAVANTES	9	0.04
31578 VIOL COMMIS SUR UNE PERSONNE SE LIVRANT A LA PROSTITUTION	2	0.01

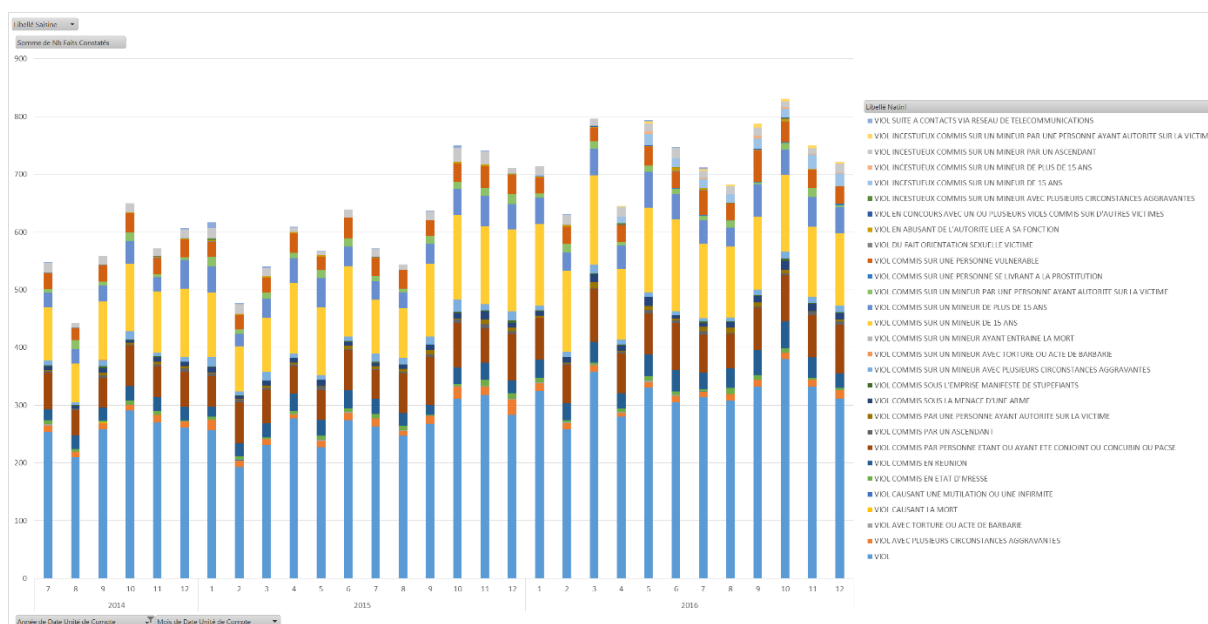
Source et champ : LRPPN, Natinfs des index 46 et 47 entre juillet 2014 et juillet 2015, procédures mono-infractions. En rouge, les Natinfs les plus fréquentes.

D'après la source LRPPN, en structure, les viols restent décrits de manière stable par ces Natinfs entre l'été 2014 et août 2016 (cf. graphique ci-dessous) : ce ne sont donc pas les nouvelles Natinfs qui génèrent à elles seules le mouvement subi de hausse de l'été 2015. Néanmoins, elles participent toutes au mouvement de hausse en 2015 et 2016 (cf. graphique x), surtout si elles ne « comptaient pas » avant le passage aux statistiques issues de LRPPN.



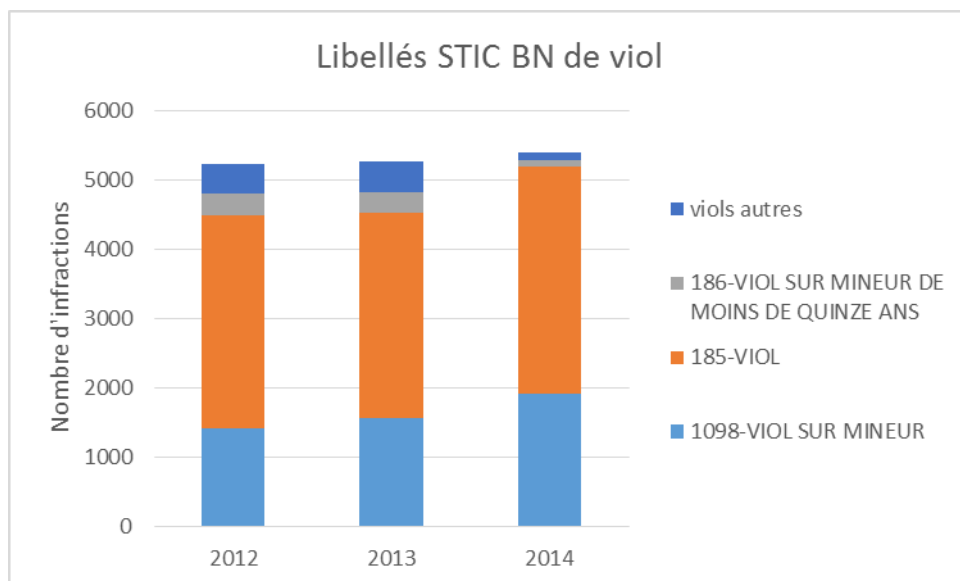
Source : LRPPN procédures mono-infraction, Natinfos des index 46 et 47.

Graphique : composition par Natinfos des index 46 et 47 depuis juillet 2014 pour les procédures de LRPPN



Source : LRPPN, Natinfos des index 46 et 47.

Évolutions



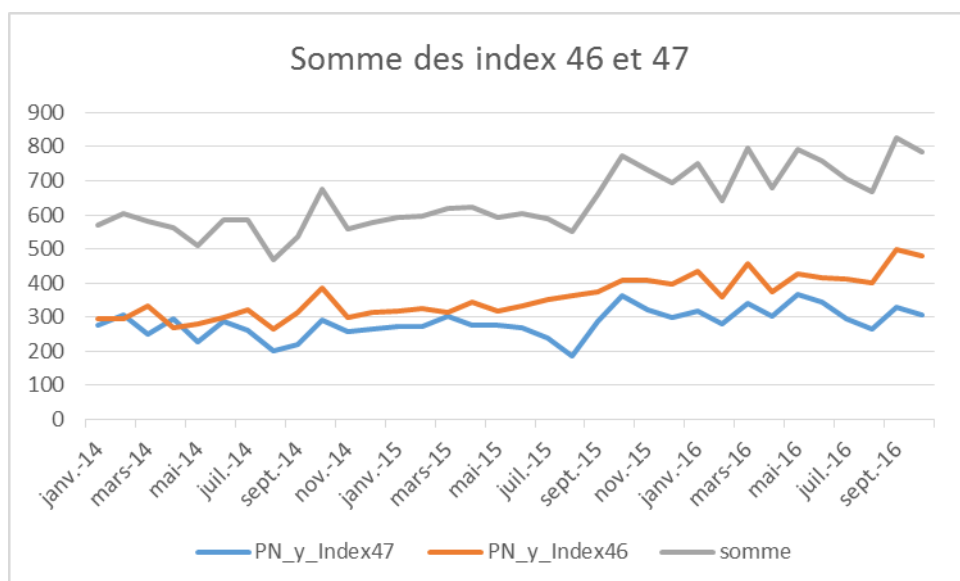
Dans le STIC BN, les deux natures d'infractions principales de viol ont évolué à la hausse en 2014 : celle de viol représente +10% d'infractions en 2014 qu'en 2013, alors que l'évolution 2013-2012 était plutôt stable (+2% en 2013). Le viol sur mineur (1098 et 186) a augmenté au total de 8% en 2014 et 7% en 2013.

Mais ces deux hausses proviennent en réalité d'une « simplification » au moment du choix des libellés, autrement dit à un moindre enrichissement des procédures à mesure que se profilait le passage à LRPPN : des libellés spécifiques (ex : viol sur personne vulnérable, collectif, etc.), tous comme celui de viols sur mineur de moins de quinze ans, ont été reportés en 2014 sur les libellés principaux de viol et de viols sur mineur.

Au total, les viols dans le STIC BN augmentent légèrement en 2014 : +2%.

Remarque : en 2014, l'appariement des bases STIC BN et LRPPN montre que le libellé de viol 185 se répartit logiquement sur les libellés de Natinfs actuelles. En revanche, le libellé 1098 de viols sur mineurs recouvre une source d'erreur : une partie non négligeable (15-20% depuis mi-2014) des infractions de cette nature (si on suppose que le STIC est juste) sont codées dans LRPPN en viol (Natinf 1115), qui est 8 fois sur 10 rangée dans l'index 46 de viol sur majeur.

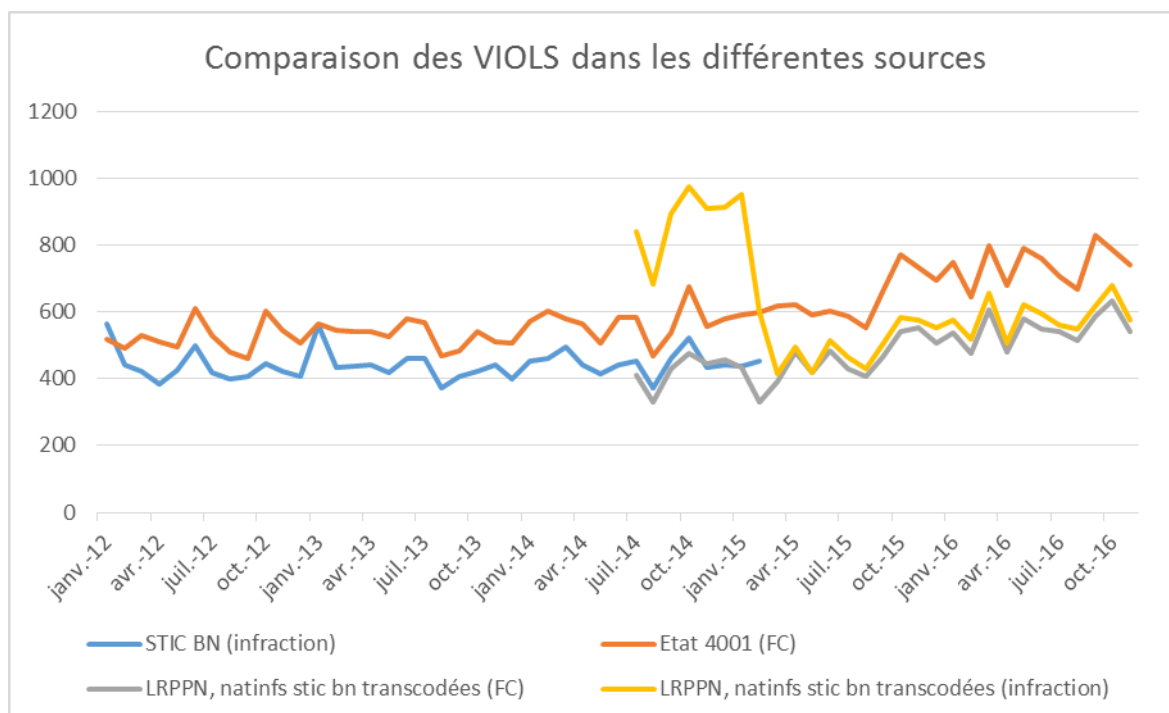
Ceci suggère des bascules entre le 46 et le 47 et conduit à reconstituer les séries 46 et 47 de LRPPN à partir des âges des victimes. Pourtant, même en additionnant les deux index, une rupture est nette en octobre 2015 :



Source : État « 4001 » (DGPN, DGGN).

Travail sur le sous-ensemble des libellés de STIC BN transcodés

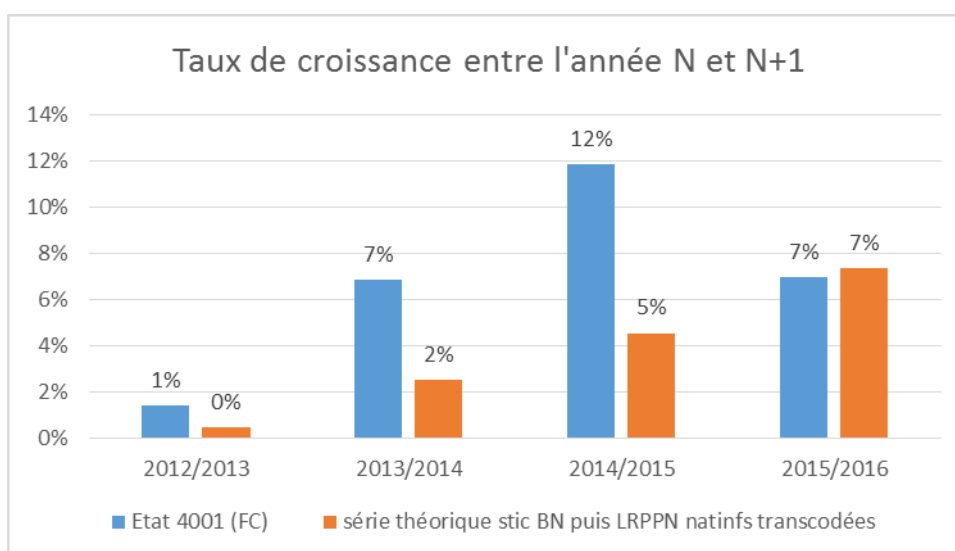
Afin de bien comprendre les évolutions en jeu à champ comparable, on étudie les libellés STIC BN de viols, et ce qu'ils sont « devenus » dans LRPPN, avec un œil sur la période de double saisie allant de juillet 2014 à février 2015. Le graphique ci-dessous présente la comparaison des VIOLS définis par l'ensemble des libellés STIC BN puis par leurs Natinfs transcodées dans LRPPN (1115 à 1119, 10499, 23813, 27520, 27522), et compare avec les données de compteurs de l' « Etat 4001 » réunissant les index 46 et 47 de viols (qui rassemblent toutes les Natinfs utilisées, y compris celles non transcodées). Les courbes grise et jaune ne portent que sur les natinfs issues du transcodage. Entre parenthèses figurent l' « unité de compte » des séries : le fait ou l'infraction.



Sources : STIC BN, LRPPN, en date d'unité de compte.

On remarque :

- 1) Les séries STIC BN (infraction) et LRPPN, natifs stic bn transcodées (FC) s'articulent bien avant et après le passage à LRPPN ; elles se chevauchent pratiquement durant la période de double saisie. On avait pu noter plus haut une certaine stabilité dans l'utilisation des qualifications de viols. On a donc envie de considérer qu'il s'agit de la même série, autrement dit de prolonger la série bleue Stic BN (infraction) par celle de LRPPN natifs transcodées (FC) grise.
- 2) Cette série prolongée évolue comme la série « officielle » des index 46+47 en PN de l'Etat 4001 (orange), mais moins rapidement en 2014 et surtout en 2015. L'écart entre la série « théorique » additionnant les viols Stic BN avec ceux à champs équivalents de LRPPN et la série officielle du 4001 se stabilise entre 2015 et 2016.



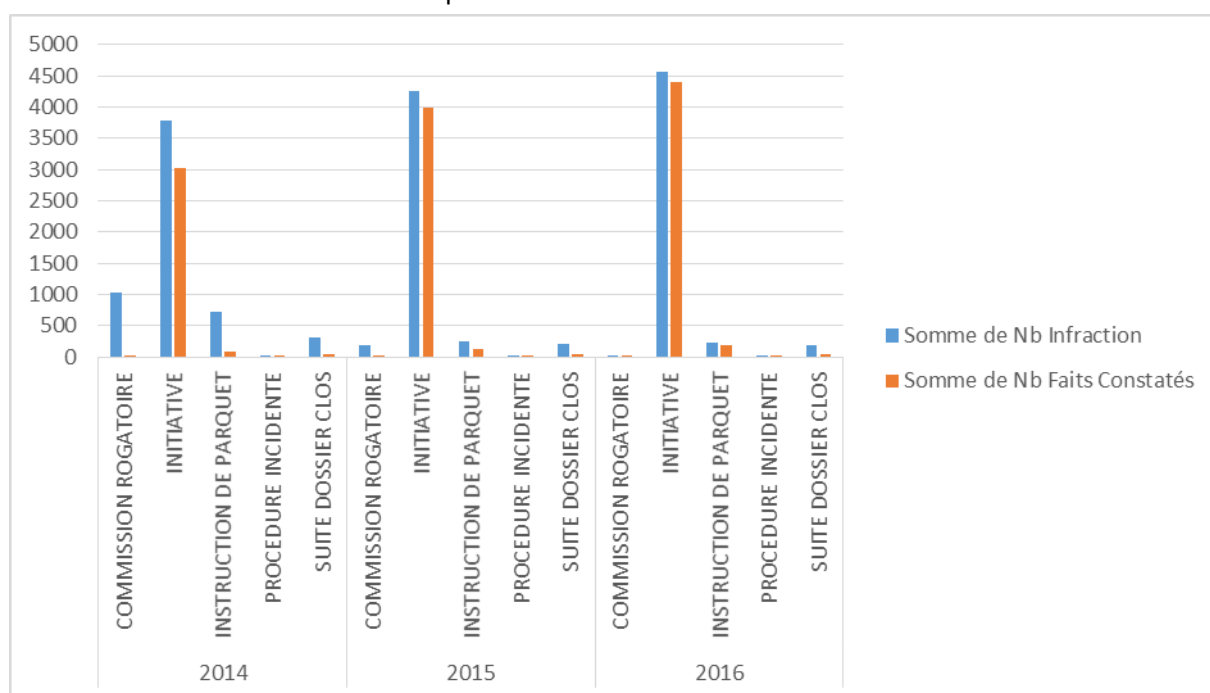
Source: STIC BN, LRPPN. Date d'UC.

- 3) Pendant la période STIC, l'écart infractions (bleue) / FC (rouge) provient en partie de Natifs non prises en compte, en partie aussi d'une différence de comptabilisation des affaires, le passage des infractions au fait constaté se faisant en fonction de l'unité de compte de l'index 4001 (cf. Interstat Méthode n°4) ; une partie de cet écart peut enfin tenir à des raisons plus complexes ayant pour origine les pratiques hétérogènes des services, ce qui reste à approfondir. Ensuite, sur la période LRPPN, l'accroissement de l'écart gris/rouge ne peut venir que de nouvelles Natifs, puisque l'effet de l'unité de compte (écart courbes grise/jaune) est négligeable.

La hausse des viols est donc un petite partie alimentée par les « nouvelles natifs » qui par construction ne peuvent pas être issus d'un transcodage depuis STIC BN. La Natif de VIOL COMMIS PAR PERSONNE ETANT OU AYANT ETE CONJOINT OU CONCUBIN OU PACSE pèse environ 40% de l'écart entre la série officielle et la série « théorique » sur le sous-ensemble des viols en version Stic BN en 2015 et en 2016, et les VIOL COMMIS SUR UN MINEUR DE PLUS DE 15 ANS comptent pour 25% de cet écart. Autour de 8% on trouve les VIOL

INCESTUEUX COMMIS SUR UN MINEUR PAR UN ASCENDANT, VIOL AVEC PLUSIEURS CIRCONSTANCES AGGRAVANTES et VIOL COMMIS SUR UN MINEUR AVEC PLUSIEURS CIRCONSTANCES AGGRAVANTES.

- 4) La courbe en jaune sur le graphique précédent, intitulée « LRPPN, natifs stic bn transcodées (infraction) », montre un niveau atypique avant la bascule d'avril 2015 aux statistiques issues de LRPPN, avec un nombre d'infraction très important n'ayant pas donné lieu à un fait constaté au sens de l'Etat 4001. Il s'agira dans un travail ultérieur de comprendre ce que recouvre les infractions avec FC=0 dans nos sources de données LRPPN. Une première investigation montre que cela touche tous les types de saisine en 2014, mais dans une certaine proportion, davantage les dossiers de commission rogatoire, instruction parquet, suite de dossier clos. Ci-dessous pour l'index 46 :

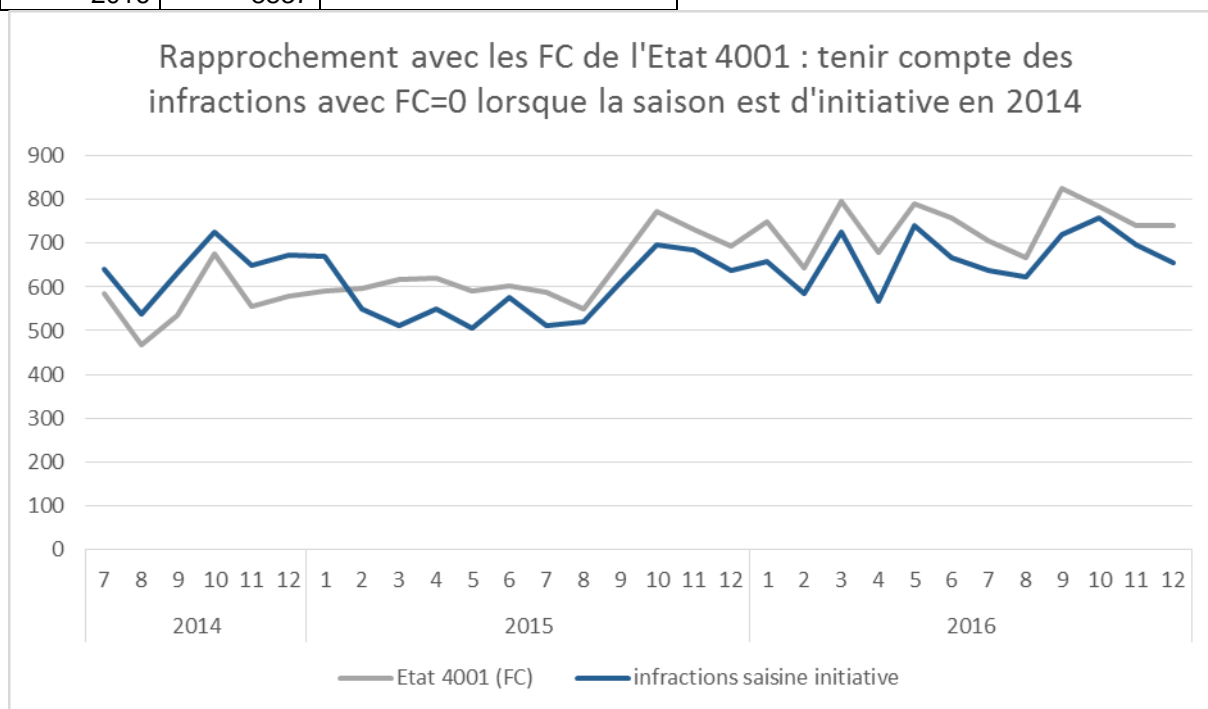


Sources : LRPPN. Index 46. L'année 2014 est mal renseignée au premier semestre, tous les services n'étant pas déployés en LRPPN.

Si on rajoutait aux chiffres de 2014 les initiatives qui n'ont pas donné de faits constatés⁹ (on n'ajoute pas les instructions parquet ni les commissions rogatoires, ce qui est une hypothèse conservatrice, car certaines peuvent correspondre à une première prise en charge de l'affaire par les services de sécurité), **on aurait une quasi stabilité de l'évolution des viols entre 2014 et 2015**. Reste une évolution importante entre 2015 et 2016.

⁹ Alternativement, on obtient le même résultat si l'on considère qu'après le déploiement de LRPPN trop de FC reste à 1 alors qu'ils devraient être à 0.

	Etat 4001	NB d'infractions auxquelles on ajoute les saisines "initiative" calée pour les 6 premiers mois grâce à l'évolution des FC du "4001"
2014	6809	7733
2015	7616	
2016	8837	



Source : LRPPN et État « 4001 » (DGP, DGGN).

- 5) Il ne faut pas négliger une hypothèse, qui expliquerait que l'effet LRPPN soit décalé dans le temps par rapport à avril 2015 : si, à partir d'avril 2015, on ne compte le fait de viol que quand la date d'unité de compte est mise (victime enregistrée comme telle explicitement dans LRPPN et index posé), cela a pu « retarder » le processus de comptabilisation de certains faits, et masquer pendant les quelques mois la tendance à la hausse, ancienne et qui se poursuivait.

Conclusion sur les viols

On conclue à trois effets jouant sur l'évolution des viols :

- Une hausse réelle des infractions enregistrées, dont une partie peut venir des nouvelles législations.
- Un comptage plus systématique des procédures, avec moins d'infractions recensées qui ne comptent pas en statistique (pour des raisons qu'il reste à comprendre).
- Un « effet calendrier d'enregistrement » qui a pu éventuellement générer l'accélération spécifique de la fin de l'été 2015.

En termes d'évolution, on attendrait donc une évolution relativement faible entre 2014 et 2015. L'année 2015 et 2016 se « comportent » en revanche de la même manière (en terme de composition en Natinf des viols et de pratique d'enregistrement). La hausse des viols enregistrés est réelle sur cette période, mais néanmoins majorée par un effet technique lié au passage à LRPPN et à l'affichage dans nouveau logiciel de nouvelles natinfs, au premier rang desquelles celle des viols conjugaux. Faire la part entre les faits se rapportant à ces actes qui étaient codés « ailleurs » et ce qui a été mieux pris en compte en statistique avec l'apparition « à l'écran » de ces natinfs spécifiques est difficile.

Expertise des ruptures sur les autres agressions sexuelles (index 48 et 49)

Les phénomènes présentés pour les viols se retrouvent pour les autres agressions sexuelles et les conclusions s'appliquent à ce domaine également.

L'ensemble de ce travail est susceptible d'être poursuivi afin de rester vigilant sur l'évolution de ces séries et d'approfondir si possible la compréhension des facteurs en jeu de cette évolution.

Conclusion opérationnelle

L'expertise des séries de viols et tentatives de viols d'une part, et des séries d'agressions sexuelles de l'autre, suggère bien la présence en 2015 et en 2016 d'un phénomène de hausse des violences sexuelles *enregistrées*, même si cet effet a vraisemblablement été doublé d'un effet technique lié au changement de logiciel dans la police nationale qui a majoré à tort la hausse observée. Depuis fin 2015, une stabilité dans les pratiques d'enregistrement de ces violences semble acquise, de sorte que les chiffres qui seront diffusés par le SSMSI sur ce domaine commenceront à l'année 2016.

Annexes

Tableau de la correspondance des libellés STIC BN de viol et des Natinfs données par la table de transcodage, avec le nombre d'infractions correspondant, par année

Source : STIC BN

Note : on a ici les comptages du STIC BN, par année et libellé STIC BN. L'information du Natinf associé (transcodé) et de son libellé est une information complémentaire, pour nous dire comment cette infraction se retrouve dans LRPPN, sachant qu'on ne retrouve pas dans LRPPN le libellé initial.

année	LIBELLE STIC BN	NATINF (thésaurus 141) associée par la table de transcodage	LIBELLE_natinf th141	somme d'infractions	part (%)
2012	185-VIOL	1115	VIOL	1821	57,92
2012	1098-VIOL SUR MINEUR	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	974	30,98
2012	186-VIOL SUR MINEUR DE MOINS DE QUINZE ANS	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	172	5,47
2012	189-VIOL SUR PERSONNE VULNERABLE	1116	VIOL COMMIS SUR UNE PERSONNE VULNERABLE	47	1,44
2012	1099-VIOL SUR MINEUR DE MOINS DE QUINZE ANS PAR ASCENDANT	27520	VIOL COMMIS PAR UN ASCENDANT	31	0,99
2012	1100-VIOL SUR MINEUR DE MOINS DE QUINZE ANS PAR PERSONNE AYANT AUTORITE	27522	VIOL COMMIS PAR UNE PERSONNE AYANT AUTORITE SUR LA VICTIME	18	0,57
2012	184-VIOL COLLECTIF	1119	VIOL COMMIS EN REUNION	18	0,57
2012	1096-VIOL SOUS LA MENACE D'UNE ARME BLANCHE	1118	VIOL COMMIS SOUS LA MENACE D'UNE ARME	17	0,54
2012	1101-VIOL COLLECTIF SUR MINEUR	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	17	0,54
2012	188-VIOL SUR MINEUR PAR ASCENDANT	27520	VIOL COMMIS PAR UN ASCENDANT	8	0,25
2012	183-VIOL SOUS LA MENACE D'UNE ARME	1118	VIOL COMMIS SOUS LA MENACE D'UNE ARME	6	0,19
2012	187-VIOL SUR MINEUR PAR PERSONNE AYANT AUTORITE	27522	VIOL COMMIS PAR UNE PERSONNE AYANT AUTORITE SUR LA VICTIME	5	0,16
2012	1097-VIOL SOUS LA MENACE D'UNE ARME PAR DESTINATION	1118	VIOL COMMIS SOUS LA MENACE D'UNE ARME	3	0,10
2012	1095-VIOL SOUS LA MENACE D'UNE ARME A FEU	1118	VIOL COMMIS SOUS LA MENACE D'UNE ARME	2	0,06
2012	1104-VIOL SUR MINEUR SOUS LA MENACE D'UNE ARME BLANCHE	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	2	0,06

2012	1102-VIOL SUR MINEUR SOUS LA MENACE D'UNE ARME	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	1	0,03
2012	1103-VIOL SUR MINEUR SOUS LA MENACE D'UNE ARME A FEU	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	1	0,03
2012	1105-VIOL SUR MINEUR SOUS LA MENACE D'UNE ARME PAR DESTINATION	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	1	0,03
2013	185-VIOL	1115	VIOL	1863	57,16
2013	1098-VIOL SUR MINEUR	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	1131	34,70
2013	186-VIOL SUR MINEUR DE MOINS DE QUINZE ANS	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	133	4,08
2013	189-VIOL SUR PERSONNE VULNERABLE	1116	VIOL COMMIS SUR UNE PERSONNE VULNERABLE	37	1,14
2013	184-VIOL COLLECTIF	1119	VIOL COMMIS EN REUNION	18	0,55
2013	1096-VIOL SOUS LA MENACE D'UNE ARME BLANCHE	1118	VIOL COMMIS SOUS LA MENACE D'UNE ARME	14	0,43
2013	1099-VIOL SUR MINEUR DE MOINS DE QUINZE ANS PAR ASCENDANT	27520	VIOL COMMIS PAR UN ASCENDANT	13	0,40
2013	1100-VIOL SUR MINEUR DE MOINS DE QUINZE ANS PAR PERSONNE AYANT AUTORITE	27522	VIOL COMMIS PAR UNE PERSONNE AYANT AUTORITE SUR LA VICTIME	13	0,40
2013	183-VIOL SOUS LA MENACE D'UNE ARME	1118	VIOL COMMIS SOUS LA MENACE D'UNE ARME	10	0,31
2013	188-VIOL SUR MINEUR PAR ASCENDANT	27520	VIOL COMMIS PAR UN ASCENDANT	8	0,25
2013	1101-VIOL COLLECTIF SUR MINEUR	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	7	0,21
2013	187-VIOL SUR MINEUR PAR PERSONNE AYANT AUTORITE	27522	VIOL COMMIS PAR UNE PERSONNE AYANT AUTORITE SUR LA VICTIME	5	0,15
2013	1104-VIOL SUR MINEUR SOUS LA MENACE D'UNE ARME BLANCHE	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	3	0,09
2013	1097-VIOL SOUS LA MENACE D'UNE ARME PAR DESTINATION	1118	VIOL COMMIS SOUS LA MENACE D'UNE ARME	1	0,03
2013	1105-VIOL SUR MINEUR SOUS LA MENACE D'UNE ARME PAR DESTINATION	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	1	0,03
2013	1249-VIOL COMMIS EN RAISON DE L'ORIENTATION SEXUELLE DE LA VICTIME	23813	VIOL DU FAIT ORIENTATION SEXUELLE VICTIME	1	0,03
2013	181-VIOL AVEC ACTES DE BARBARIE	10499	VIOL AVEC TORTURE OU ACTE DE BARBARIE	1	0,03
2014	185-VIOL	1115	VIOL	2266	60,23
2014	1098-VIOL SUR MINEUR	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	1408	37,43
2014	186-VIOL SUR MINEUR DE	1117	VIOL COMMIS SUR LA	49	1,30

	MOINS DE QUINZE ANS		PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS		
2014	189-VIOL SUR PERSONNE VULNERABLE	1116	VIOL COMMIS SUR UNE PERSONNE VULNERABLE	16	0,43
2014	1099-VIOL SUR MINEUR DE MOINS DE QUINZE ANS PAR ASCENDANT	27520	VIOL COMMIS PAR UN ASCENDANT	9	0,24
2014	184-VIOL COLLECTIF	1119	VIOL COMMIS EN REUNION	4	0,11
2014	1100-VIOL SUR MINEUR DE MOINS DE QUINZE ANS PAR PERSONNE AYANT AUTORITE	27522	VIOL COMMIS PAR UNE PERSONNE AYANT AUTORITE SUR LA VICTIME	3	0,08
2014	1101-VIOL COLLECTIF SUR MINEUR	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	2	0,05
2014	183-VIOL SOUS LA MENACE D'UNE ARME	1118	VIOL COMMIS SOUS LA MENACE D'UNE ARME	2	0,05
2014	1096-VIOL SOUS LA MENACE D'UNE ARME BLANCHE	1118	VIOL COMMIS SOUS LA MENACE D'UNE ARME	1	0,03
2014	187-VIOL SUR MINEUR PAR PERSONNE AYANT AUTORITE	27522	VIOL COMMIS PAR UNE PERSONNE AYANT AUTORITE SUR LA VICTIME	1	0,03
2014	188-VIOL SUR MINEUR PAR ASCENDANT	27520	VIOL COMMIS PAR UN ASCENDANT	1	0,03
2015	185-VIOL	1115	VIOL	519	59,72
2015	1098-VIOL SUR MINEUR	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	348	40,05
2015	1099-VIOL SUR MINEUR DE MOINS DE QUINZE ANS PAR ASCENDANT	27520	VIOL COMMIS PAR UN ASCENDANT	1	0,12
2015	186-VIOL SUR MINEUR DE MOINS DE QUINZE ANS	1117	VIOL COMMIS SUR LA PERSONNE D'UN MINEUR DE 15 ANS	1	0,12

4 – Suivi statistique des infractions de dégradations par l'addition de comptages de délits et de contraventions

Comptabilisation des délits

Les infractions de dégradations volontaires enregistrées comme des délits font traditionnellement l'objet de comptabilisations dans 7 des 107 index de l'état 4001 :

- Index 62 « Incendies volontaires de biens publics », où sont enregistrées chaque mois environ 440 procédures depuis 2015.
- Index 63 « Incendies volontaires de biens privés », avec un nombre de faits beaucoup plus élevés (2500 par mois).
- Les index 64 et 65 consacrés aux « attentats à l'explosif », et dans lesquels on compte en moyenne 2 procédures par mois pour des biens publics (index 64) et 6 par mois contre des biens privés (index 65)
- L'index 66 « Autres destructions et dégradations de biens publics » : 3 000 plaignants chaque mois en 2016
- L'index 67 « Autres destructions et dégradations de biens privés » : 9 000 plaignants chaque mois.
- L'index 68 « Destructions et dégradations de véhicules privés », où l'on enregistre 7 000 plaignants chaque mois.

Ces 7 index sont donc hétérogènes par leur importance quantitative et leurs unités de compte.

Les faits recensés sur certains de ces index ont manifestement été impactés par les changements de système d'enregistrement intervenus entre 2012 et 2016 : ainsi, les données des index 62 et 63 de la police nationale ont connu une hausse autour du passage à LRPPN en avril 2015, dont une partie au moins est d'origine technique. Cependant, cette hausse est probablement inférieure à 100 faits sur un total de près de 22 000 faits de dégradation ou de destruction enregistrés chaque mois. Il en est de même de la hausse du nombre des « attentats à l'explosif contre des biens privés » (index 65), nette en valeur relative mais ridicule en valeur absolue (passage de 4 à 8 faits par mois). En revanche, la rupture intervenue dans les données de la gendarmerie nationale en janvier 2012 sur l'index 68 avec une augmentation subite de 800 à 1300 faits, a eu un impact statistiquement significatif et interdit, sans autre correction, toute comparaison entre les périodes avant et après 2012.

La principale difficulté, dans l'appréhension statistique de la délinquance enregistrée dans ce domaine, réside cependant dans la répartition des infractions entre le domaine délictuel (reflété par les statistiques dites de l'état 4001) et le domaine contraventionnel, qui ne l'est pas. Or, chaque mois entre 28 000 et 32 000 contraventions sont dressées par les forces de police et de gendarmerie pour des faits de dégradations ou de destructions volontaires.

Le rapport des inspections du ministère de l'intérieur et de l'Insee¹⁰ avait pointé la « porosité » de fait entre ces deux catégories d'infractions :

L'article 322-1 du code pénal dispose que « la destruction, la dégradation ou la détérioration d'un bien appartenant à autrui est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, sauf s'il n'en est résulté qu'un dommage léger », l'infraction étant alors réprimée par l'article R635-1 du même code en tant que contravention de 5^e classe. Le délit peut d'ailleurs être aggravé selon la destination ou la nature du bien dégradé (article 322-2 du code pénal), la pluralité d'auteurs, la qualité de la victime ou le lieu de commission (article 322-3).

L'appréciation de la légèreté du dommage, qui conditionne la qualification délictuelle ou contraventionnelle de l'infraction, ne fait pas l'objet d'autre précision. »¹¹

Selon l'intensité de la délinquance enregistrée, les consignes et les pratiques locales au sein des unités, les politiques des parquets, les pratiques d'enregistrement des dégradations dans l'une ou l'autre des catégories peuvent donc fortement varier, même « à nature d'infraction équivalente ».

L'ONDRP avait également mis en avant la nécessité, dans ce domaine, d'examiner les statistiques sur un champ plus large que celui des seuls délits.

Pour cette raison, la comparaison dans le temps et dans l'espace des statistiques d'infractions de dégradations nécessite que soient observés et additionnés à la fois, les données relatives aux délits et aux contraventions de 5^{ème} classe. C'était une des recommandations du rapport cité en référence, que le SSMSI s'efforce ici de mettre en pratique.

La comptabilisation des contraventions

Les systèmes d'information actuellement en place tant dans la police que dans la gendarmerie permettent de connaître, mois par mois, le nombre de contraventions de 4^{ème} et 5^{ème} classes dressées par les services, en fonction de l'infraction constatée. Les infractions sont caractérisées par le code « Natinf » de la nomenclature du ministère de la justice.

Une dizaine d'infractions contraventionnelles concernent des destructions ou des dégradations volontaires. L'une d'elle « Dégradation ou détérioration volontaire du bien d'autrui causant un dommage léger », concentre l'essentielle des contraventions dressées.

Les 4 infractions du domaine pour lesquelles sont dressées chaque année plus de 10 contraventions sont :

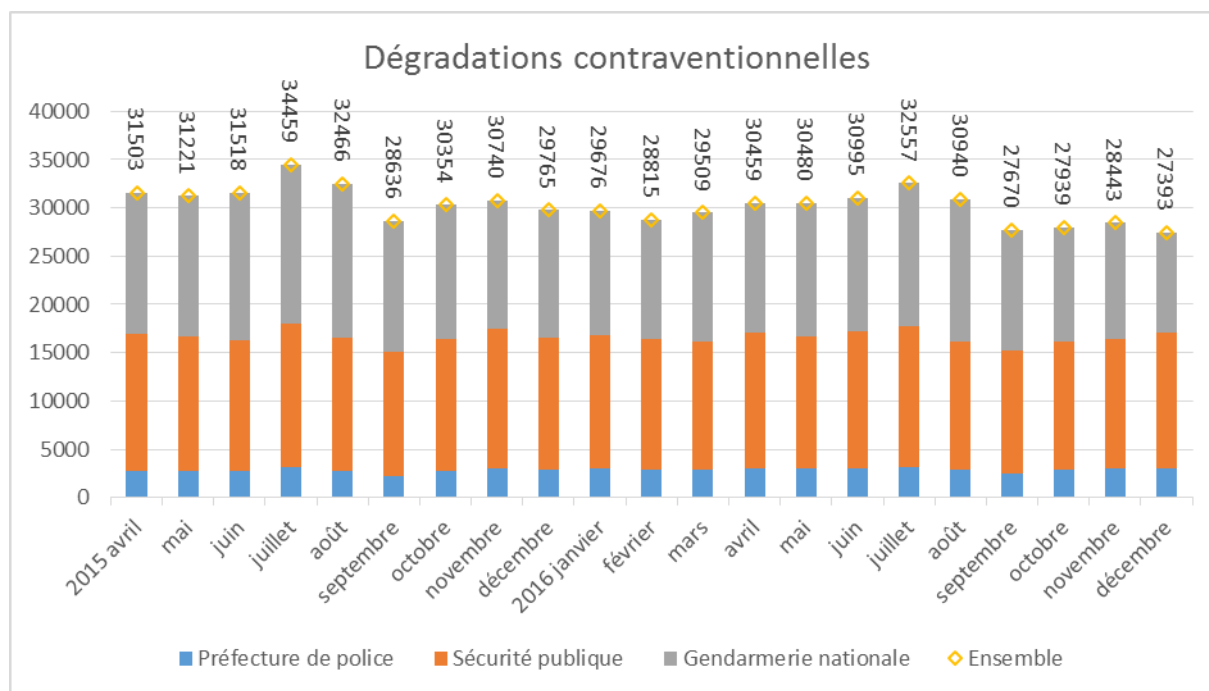
N° de Natinf Intitulé de l'infraction		Nombre total de contraventions dressées en 2016
7905	Dégradation ou détérioration volontaire du bien d'autrui causant un dommage léger	353 524

¹⁰ « L'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure », ROUZEAU Michel (IGA), SINTIVE Jean-Christophe (IGPA), LOISEAU Christian (IGA), SAVIN Armand (IGPN), KABLA-LANGLOIS Isabelle (IG INSEE), LORON Claude (IGGN), juin 2013, Disponible sur le site de [la documentation française](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/134000423/) (<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/134000423/>)

¹¹ Op cit, p 23

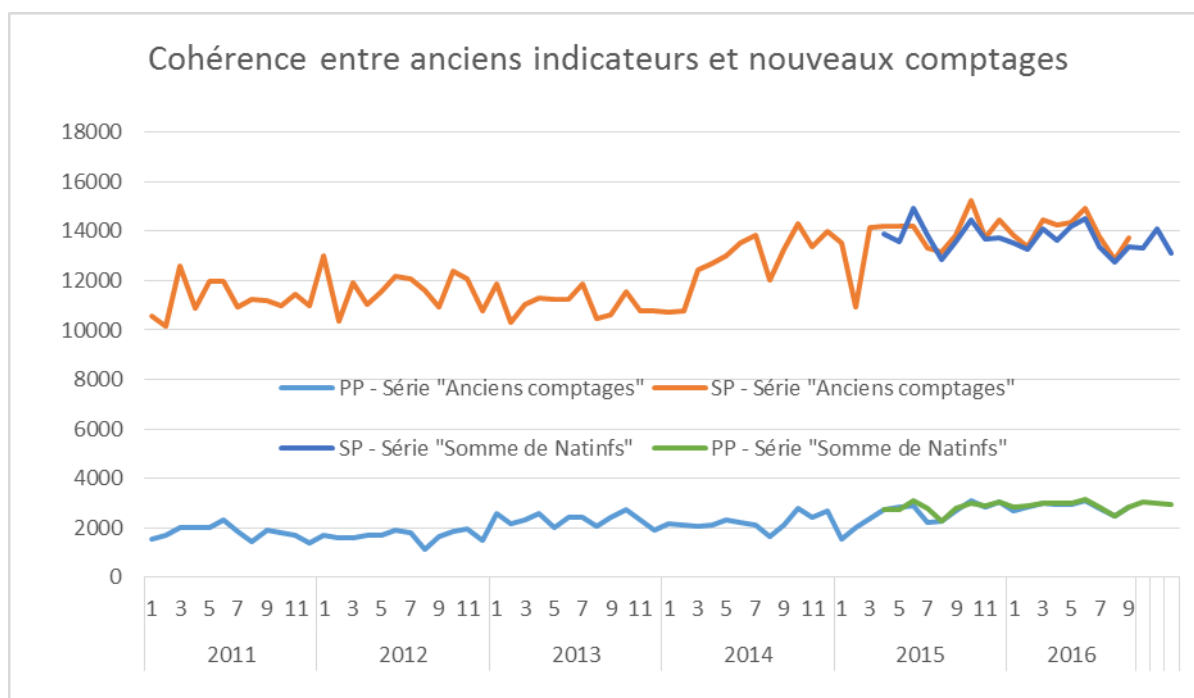
10491	Récidive de dégradation ou détérioration volontaire du bien d'autrui causant un dommage léger	473
27187	Aide ou assistance a dégradation ou détérioration volontaire du bien autrui causant dommage léger	100
7564	Atteinte à l'intégrité du domaine public routier ou d'une de ses dépendances	93

Un indicateur a donc été construit par l'addition des 7 infractions (voir annexe), sur la période qui débute en avril 2015, date à laquelle les services de police ont commencé à renseigner l'ensemble de leurs procédures dans LRPPN.



Malheureusement, le comptage des contraventions type d'infraction par type d'infraction par le SSMSI n'est pas possible avant 2015 et la mise en place de LRPPN (alors que c'est possible depuis 2012 sur les données de la gendarmerie nationale). En revanche, il existe depuis plusieurs années une remontée statistique des services de la police nationale dans le domaine des contraventions, afin de nourrir les tableaux de bord d'activité des services, comportant une rubrique « dégradations contraventionnelles de biens privés et de véhicules ».

La comparaison entre ces séries, qui continuent à être produites par les services de la DCSP et de la PP, et les nouvelles séries, construites par le SSMSI par addition de Natinfs, montre que ce sont bien les mêmes infractions qui étaient enregistrées, selon des règles très proches, dans les rapports d'activité existant avant LRPPN.



Il est donc possible, sans risque d'erreur d'appréciation importante, de « chaîner » les deux séries d'indicateurs, pour constituer sur la période 2012- 2015, des données homogènes également pour la police. On dispose donc d'un comptage mensuel des infractions contraventionnelles sur la période 2011-2016.

Question des unités de comptes

Sur le champ des délits, l'état 4001 fournit également des séries relatives aux dégradations sur la période 2012-2016. Cependant, l'état 4001 ne compte pas des infractions mais, pour les index 62 à 65 , des procédures et, pour les index 66 à 68, des plaignants. En toute rigueur, on ne peut donc pas additionner l'ensemble de ces chiffres avec ceux des contraventions pour constituer une série homogène d'infractions.

Là encore, nous avons comparé les totaux des infractions obtenus par comptage de Natinfs au niveau des indicateurs (faits constatés) de l'état 4001.

La première étape de ce travail a consisté à établir une liste d'infractions délictuelles du domaine des destructions et dégradations volontaires.

Plus de 150 types d'infractions délictuelles relevant des dégradations et destructions volontaires ont effectivement été relevées par la police et la gendarmerie en 2016¹². Les 24 NATINF ci-après sont apparues plus de 100 fois et constituent à elles seules 99% des 266 700 infractions constatées.

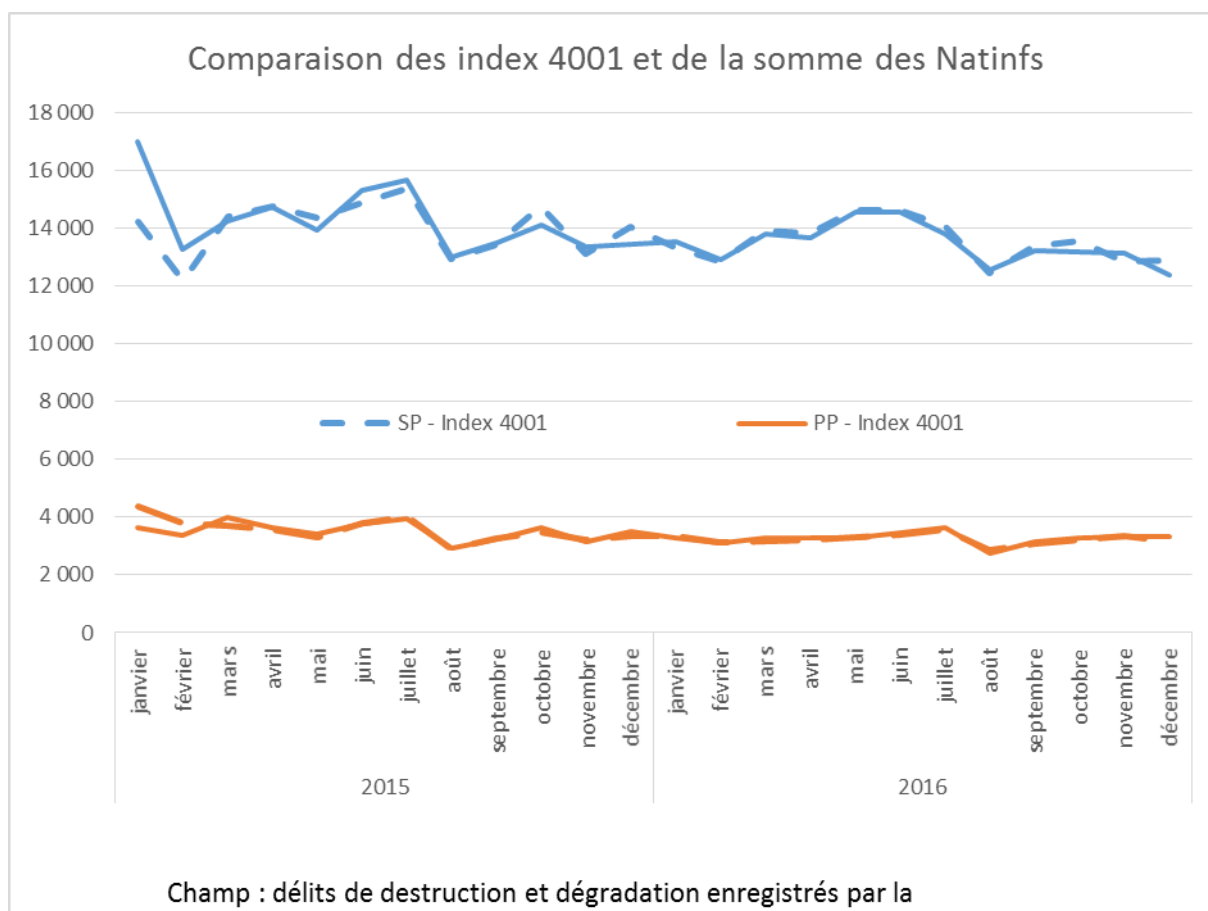
N° de Natinf	Intitulé de l'infraction	Total des délits enregistrés
-----------------	--------------------------	------------------------------------

¹² La liste des 230 natinfs sur lesquelles les comptages ont été réalisés figure en annexe. Certaines n'ont, de fait, jamais été utilisées par les services.

	en 2016
9833 DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN BIEN APPARTENANT A AUTRUI	112741
9492 DESTRUCTION D'UN BIEN APPARTENANT A AUTRUI	79221
DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION	
80 PUBLIQUE	28025
11581 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES	9922
DEGRADATION OU DETERIORATION LEGERE D'UN BIEN PAR INSCRIPTION, SIGNE OU	
10000 DESSIN	8143
DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX	
11582 POUR LES PERSONNES	6672
11560 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI COMMISE EN REUNION	4458
11545 DESTRUCTION DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION PUBLIQUE	4415
9835 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI AVEC ENTREE PAR EFFRACTION	2157
DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE, EDUCATIF OU DE	
23692 LOISIRS	1824
DEGRADATION OU DETERIORATION LEGERE DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA	
12310 DECORATION PUBLIQUE PAR INSCRIPTION, SIGNE OU DESSIN	1821
DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN CHARGE DE MISSION DE SERVICE	
11566 PUBLIC	829
DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI AGGRAVE PAR DEUX	
28141 CIRCONSTANCES	776
11559 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI COMMISE EN REUNION	603
DEGRADATION OU DETERIORATION LEGERE D'UN BIEN PAR INSCRIPTION, SIGNE OU	
20778 DESSIN, COMMISE EN REUNION	433
23691 DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN EDIFICE AFFECTE AU CULTE	388
9834 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI AVEC ENTREE PAR EFFRACTION	325
DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN CULTUREL RELEVANT DU DOMAINE	
27497 PUBLIC MOBILIER	275
DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN DEPOSITAIRE DE L'AUTORITE	
11564 PUBLIQUE	228
11576 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI APRES ENTREE PAR ESCALADE	227
DESTRUCTION PAR INCENDIE DE BOIS, FORET, LANDE, MAQUIS OU PLANTATION	
25263 D'AUTRUI POUVANT CAUSER UN DOMMAGE AUX PERSONNES	162
DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UNE PERSONNE	
27560 DISSIMULANT VOLONTAIREMENT SON VISAGE AFIN DE NE PAS ETRE IDENTIFIEE	148
28140 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI AGGRAVE PAR DEUX CIRCONSTANCES	136
DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN CULTUREL RELEVANT DU DOMAINE	
27509 PUBLIC MOBILIER COMMISE EN REUNION	130

Les comptages établis par la seule police nationale (le problème ne se pose pas pour la GN, puisqu'on peut utiliser un compteur de Natinfs depuis 2012) ont été comparés, mois par mois, avec les compteurs de l'état 4001. Le travail a été fait séparément pour la sécurité publique et pour la préfecture de police¹³, puisqu'on dispose des données de l'état 4001 service par service.

¹³ Il a été aussi fait pour la DCPJ et pour la PAF, mais non reproduit ici car les effectifs concernés sont marginaux. Cependant, tous les nouveaux indicateurs comprennent bien les délits enregistrés par ces services.



Manifestement, bien que les unités de compte des enregistrements des délits à l'état 4001 ne soient pas les infractions, les procédures comptent quasi systématiquement une infraction par procédure et un plaignant par infraction. Dans ce cas-là, le passage d'une unité de compte à l'autre ne conduit pas à une rupture statistique significative.

Conclusion :

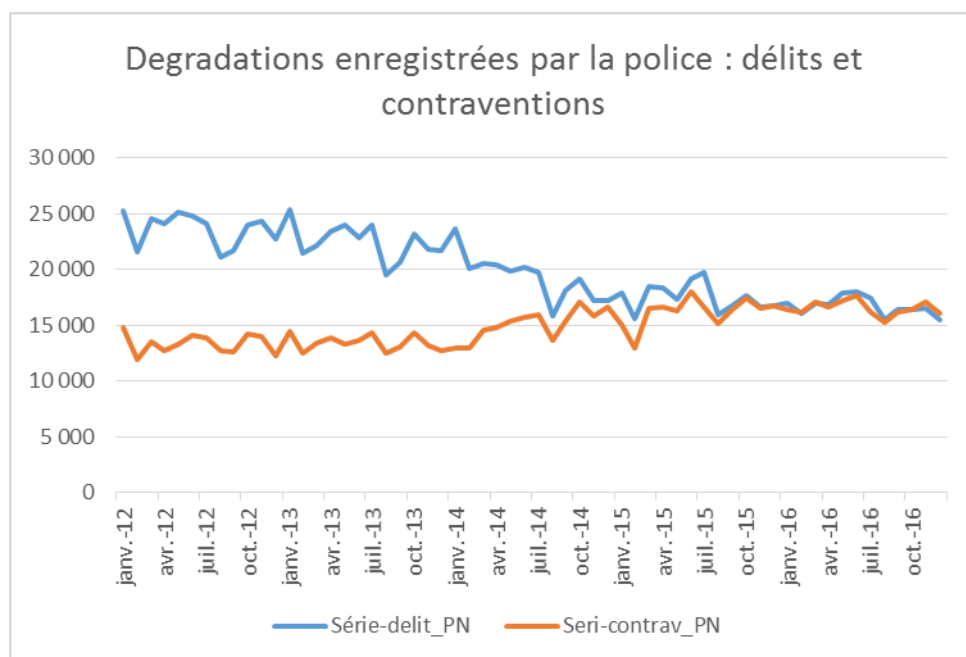
Le SSMSI a mis en place un nouvel indicateur statistique de la délinquance enregistré dans le domaine des destructions et dégradations volontaires, construit à partir de 2015 par le comptage d'infractions constatées par la police et la gendarmerie, qu'elles soient enregistrées comme des contraventions ou comme des délits.

Pour la période allant de janvier 2012 à mars 2015, les chiffres de la police sont construits :

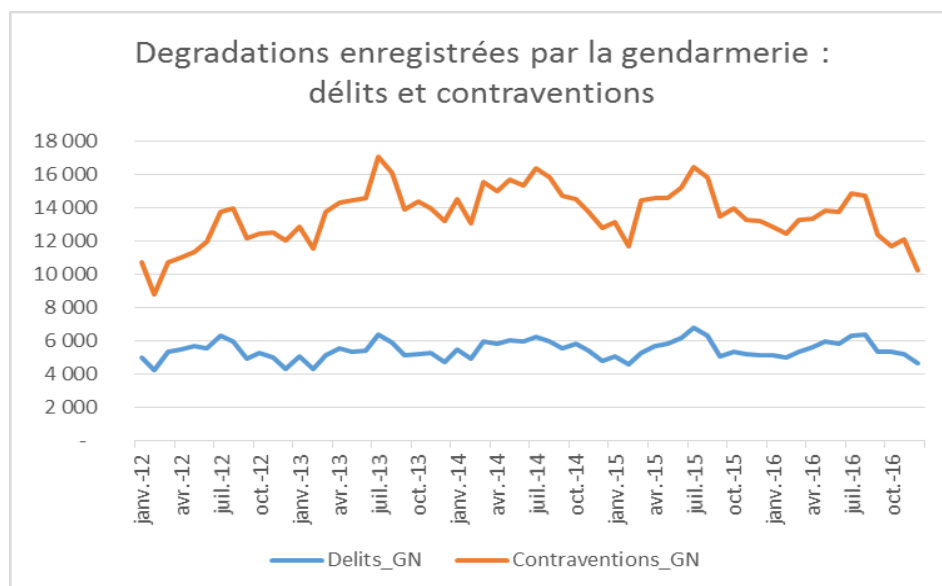
- Pour les contraventions, par la reprise des séries des « dégradations contraventionnelles de biens privés et de véhicules »
- Pour les délits, avec la somme des index 62 à 68.

Une première analyse de ces données montre que, dans les années 2013-2014, la baisse importante du nombre de délits enregistrés par la police est en grande partie compensée par la hausse concomitante du nombre des contraventions, résultat qui conforte la pertinence de l'analyse des deux sources de données. On ne constate pas de rupture nette des données autour du passage à LRPPN pour ce qui est des délits. Pourtant, dans l'analyse des cambriolages de logements (cf InterStats Méthodes n°4) un transfert des délits de dégradations vers les cambriolages avait été

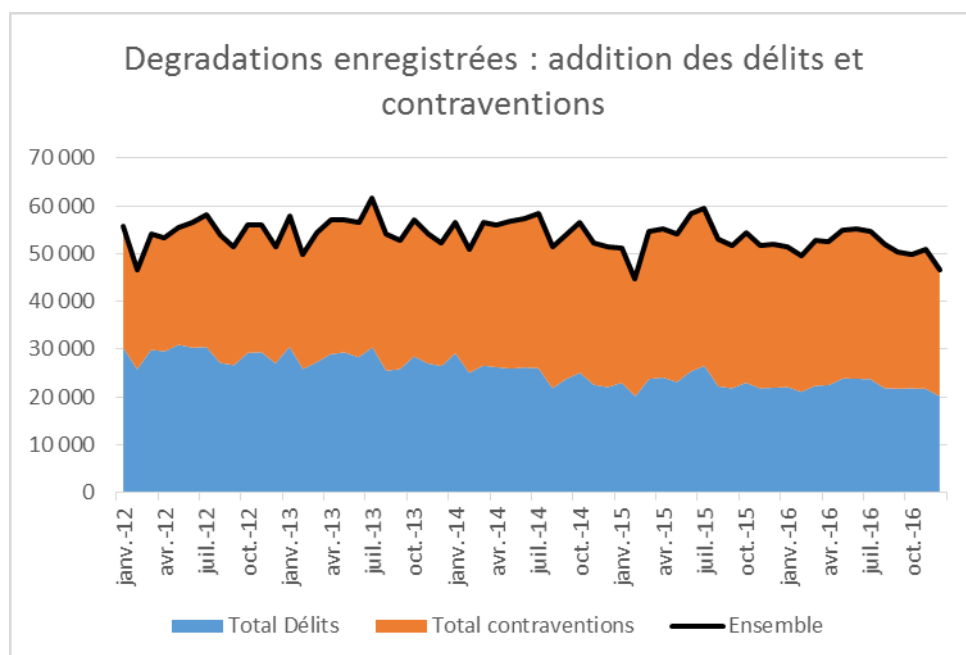
constaté, lié à l'amélioration de la sincérité des enregistrements de tentatives de cambriolages. L'impact, pour ce qui est des cambriolages de logements, était estimé à quelques centaines d'infractions par mois (moins de 300). L'analyse n'a pas été réalisée de façon aussi approfondie pour les autres cambriolages. Un impact du même ordre de grandeur est probable. Au final, entre 2014 et 2015, la moyenne mensuelle du nombre d'infractions de dégradations enregistrées par la police toutes catégories confondues est passée de 34 400 à 33 700, soient 700 infractions de moins par mois. Au moins la moitié de cette baisse s'explique probablement par une meilleure indexation des tentatives de cambriolages. Les données diffusées n'ont à ce stade pas été corrigées des impacts de cette rupture technique, insuffisamment chiffrée. Ils ne l'ont pas été non plus des ruptures à la hausse effectivement observées (mais non analysées) notamment sur les index 62 et 63. Un travail supplémentaire sera donc nécessaire pour donner à ces indicateurs la même fiabilité sur le moyen terme que les 9 indicateurs publiés mensuellement par le SSMSI.



Dans les données de la gendarmerie, les contraventions sont beaucoup plus nombreuses que les délits, et les évolutions sont le plus souvent parallèles, avec une saisonnalité plus marquée.



Au total, l'indicateur pertinent est donc l'addition des délits et des contraventions de 4^{ème} et 5^{ème} classes, qui fait apparaitre une légère tendance à la baisse entre 2013 et 2016.



Annexes : listes de Natures d'infractions retenues pour construire l'indicateur

NATINF dégradations contraventionnelles

4067	DETERIORATION DE MATERIEL D'INSCRIPTION DU SERVICE DE VOIE FERREE OU DE PUBLICITE REGULIERE
7483	DETERIORATION DE MATERIEL D'INSCRIPTION DU SERVICE OU DE PUBLICITE REGULIERE REMONTEE MECANIQUE
7564	ATTEINTE A L'INTEGRITE DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER OU D'UNE DE SES DEPENDANCES
7571	CREUSEMENT D'UN SOUTERRAIN SOUS LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER SANS AUTORISATION
7905	DEGRADATION OU DETERIORATION VOLONTAIRE DU BIEN D'AUTRUI CAUSANT UN DOMMAGE LEGER
10491	RECIDIVE DE DEGRADATION OU DETERIORATION VOLONTAIRE DU BIEN D'AUTRUI CAUSANT UN DOMMAGE LEGER
27187	AIDE OU ASSISTANCE A DEGRADATION OU DETERIORATION VOLONTAIRE DU BIEN AUTRUI CAUSANT DOMMAGE LEGER

NATINF dégradations délictuelles ¹⁴

- 80 DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION PUBLIQUE
- 1790 DESTRUCTION OU DETOURNEMENT PAR L'EPOUX D'OBJETS CONFIES A SA GARDE
- 1904 DESTRUCTION VOLONTAIRE D'UN MONUMENT NATUREL OU SITE CLASSE OU INSCRIT
- 1908 DESTRUCTION SANS AUTORISATION D'UN MONUMENT NATUREL OU SITE CLASSE
- MODIFICATION OU DEGRADATION DE VOIE D'INSTALLATION DE PRODUCTION OU DISTRIBUTION D'ENERGIE D'OUVRAGE OU DE MATERIEL SERVANT A L'EXPLOITATION TRANSPORT PUBLIC
- 2233 FERROVIAIRE OU GUIDE
- MODIFICATION OU DEGRADATION VOIE INSTALLATION PRODUCTION OU DISTRIBUTION ENERGIE
- 2233 OUVRAGE OU MATERIEL
- DEGRADATION D'OUVRAGE PUBLIC DESTINE A RECEVOIR OU A CONDUIRE DES EAUX DESTINEES A
- 3718 L'ALIMENTATION HUMAINE
- DEGRADATION OUVRAGE PUBLIC DESTINE A RECEVOIR OU A CONDUIRE DES EAUX DESTINEES
- 3718 ALIMENTATION HUMAINE
- 4332 DESTRUCTION OU DEGRADATION D'IMMEUBLE OU INSTALLATION A USAGE AERONAUTIQUE
- 4334 DESTRUCTION OU DEGRADATION D'AERONEF DANS L'EMPRISE D'UN AERODROME
- DESTRUCTION PERTE OU SABOTAGE PAR MILITAIRE OU ASSIMILE D'ARME OU OBJET AFFECTE A
- 4943 L'ARMEE
- 5633 DESTRUCTION PAR LEUR PROPRIETAIRE D'ARCHIVES PRIVEES CLASSEES
- MODIFICATION OU DEGRADATION D'INSTALLATION DE PRODUCTION OU DISTRIBUTION D'ENERGIE,
- 7275 D'OUVRAGE OU DE MATERIEL SERVANT A L'EXPLOITATION - REMONTEE MECANIQUE
- MODIFICATION DEGRADATION INSTALLATION PRODUCTION ENERGIE EXPLOITATION REMONTEE
- 7275 MECANIQUE
- 9492 DESTRUCTION D'UN BIEN APPARTENANT A AUTRUI
- 9492 DESTRUCTION OU DEGRADATION DE VEHICULE PRIVE
- 9833 DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN BIEN APPARTENANT A AUTRUI
- 9834 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI AVEC ENTREE PAR EFFRACTION
- 9835 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI AVEC ENTREE PAR EFFRACTION
- 9836 DESTRUCTION DU BIEN D'UN MAGISTRAT OU D'UN JURE POUR L'INFLUENCER
- 9837 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN MAGISTRAT OU D'UN JURE POUR L'INFLUENCER

¹⁴ Les 3 Natinfs « métier » utilisées par la PN, qui sont des déclinaisons spécifiques de Natinfs de cette liste ont bien évidemment été retenues. Il s'agit de : 11545B DESTRUCTION OU DEGRADATION DE VEHICULE PUBLIC , 11557B DESTRUCTION DEGRADATION OU DETERIORATION IMPORTANTE D'OBJET PRESENTE LORS D'UNE EXPOSITION et 9492B (*) DESTRUCTION OU DEGRADATION DE VEHICULE PRIVE.

9838 DESTRUCTION DU BIEN D'UN AVOCAT POUR L'INFLUENCER
 9839 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN AVOCAT POUR L'INFLUENCER
 10000 DEGRADATION OU DETERIORATION LEGERE D'UN BIEN PAR INSCRIPTION SIGNE OU DESSIN
 10835 DESTRUCTION DE REGISTRE MINUTE OU ACTE ORIGINAL DE L'AUTORITE PUBLIQUE
 11545 DESTRUCTION DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION PUBLIQUE
 11545 DESTRUCTION OU DEGRADATION DE VEHICULE PUBLIC
 11545 DESTRUCTION DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION PUBLIQUE
 DEGRADATION OU DETERIORATION DE REGISTRE MINUTE OU ACTE ORIGINAL DE L'AUTORITE
 11546 PUBLIQUE
 11551 DESTRUCTION DE BIEN CLASSE OU INSCRIT
 11552 DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN CLASSE OU INSCRIT
 11553 DESTRUCTION DE DECOUVERTE ARCHEOLOGIQUE OU DE LIEU D'OPERATIONS ARCHEOLOGIQUES
 DEGRADATION OU DETERIORATION DE DECOUVERTE ARCHEOLOGIQUE OU DE LIEU D'OPERATIONS
 11554 ARCHEOLOGIQUES
 11559 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI COMMISE EN REUNION
 11560 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI COMMISE EN REUNION
 11561 DESTRUCTION DU BIEN D'UNE PERSONNE VULNERABLE
 11562 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UNE PERSONNE VULNERABLE
 11563 DESTRUCTION OU DETERIORATION D'UN BIEN AU PREJUDICE DEPOSITAIRE AUTORITE PUBLIQUE
 11563 DESTRUCTION DU BIEN D'UN DEPOSITAIRE DE L'AUTORITE PUBLIQUE
 11564 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN DEPOSITAIRE DE L'AUTORITE PUBLIQUE
 11565 DESTRUCTION DU BIEN D'UN CHARGE DE MISSION DE SERVICE PUBLIC
 11566 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN CHARGE DE MISSION DE SERVICE PUBLIC
 11567 DESTRUCTION DU BIEN D'UN TEMOIN POUR L'INFLUENCER OU PAR REPRESAILLES
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN TEMOIN POUR L'INFLUENCER OU PAR
 11568 REPRESAILLES
 11569 DESTRUCTION DU BIEN D'UNE VICTIME POUR L'INFLUENCER OU PAR REPRESAILLES
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UNE VICTIME POUR L'INFLUENCER OU PAR
 11570 REPRESAILLES
 11571 DESTRUCTION DU BIEN D'UNE PARTIE CIVILE POUR L'INFLUENCER OU PAR REPRESAILLES
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UNE PARTIE CIVILE POUR L'INFLUENCER OU PAR
 11572 REPRESAILLES
 11573 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI APRES ENTREE PAR RUSE
 11574 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI APRES ENTREE PAR RUSE
 11575 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI APRES ENTREE PAR ESCALADE
 11576 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI APRES ENTREE PAR ESCALADE
 11581 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES
 11582 PERSONNES
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES
 11582 PERSONNES
 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES AYANT
 11583 ENTRAINE UNE INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS
 DESTRUCTION BIEN AUTRUI PAR MOYEN DANGEREUX POUR PERSONNES ENTRAINANT INCAPACITE
 11583 N'EXCEDANT PAS 8 J
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES
 11584 PERSONNES AYANT ENTRAINE UNE INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS
 11584 DEGRADATION DETERIORATION BIEN AUTRUI PAR MOYEN DANGEREUX PR PERSONNES INCAPACITE

N'EXCEDANT PAS 8 J

DESTRUCTION EN BANDE ORGANISEE DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES
11585 PERSONNES

DESTRUCTION EN BANDE ORGANISEE DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES
11585 PERSONNES

DEGRADATION OU DETERIORATION EN BANDE ORGANISEE DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN
11586 DANGEREUX POUR LES PERSONNES

DEGRADATION DETERIORATION EN BANDE ORGANISEE DU BIEN AUTRUI PAR MOYEN DANGEREUX
11586 POUR PERSONNES

DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES AYANT
11587 ENTRAINE UNE INCAPACITE SUPERIEURE A 8 JOURS

DESTRUCTION BIEN AUTRUI PAR MOYEN DANGEREUX POUR PERSONNES ENTRAINANT INCAPACITE
11587 SUPERIEURE A 8 J

DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES
11588 PERSONNES AYANT ENTRAINE UNE INCAPACITE SUPERIEURE A 8 JOURS

DEGRADATION DETERIORATION BIEN AUTRUI MOYEN DANGEREUX PERSONNES AYANT ENTRAINE
11588 INCAPACITE SUP A 8 JR

DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES AYANT
11589 ENTRAINE UNE MUTILATION OU UNE INFIRMITE PERMANENTE

DESTRUCTION BIEN AUTRUI PAR MOYEN DANGEREUX PR PERSONNES ENTRAINANT MUTILATION
11589 INFIRMITE PERMANENTE

DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES
11590 PERSONNES AYANT ENTRAINE UNE MUTILATION OU UNE INFIRMITE PERMANENTE

DEGRADATION DETERIORATION BIEN AUTRUI MOYEN DANGEREUX PERSONNES MUTILATION
11590 INFIRMITE PERMANENTE

DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES AYANT
11591 ENTRAINE LA MORT

DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES AYANT
11591 ENTRAINE LA MORT

DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES
11592 PERSONNES AYANT ENTRAINE LA MORT

DEGRADATION DETERIORATION BIEN AUTRUI PAR MOYEN DANGEREUX PERSONNES AYANT
11592 ENTRAINE LA MORT

12226 DESTRUCTION DE VEHICULE IMMOBILISE PAR DECISION JUDICIAIRE

12277 DETERIORATION DE SIGNAL, BORNE OU REPERE CADASTRAL OU GEODESIQUE

12277 DETERIORATION DE SIGNAL BORNE OU REPERE CADASTRAL OU GEODESIQUE

12278 DESTRUCTION DE SIGNAL, BORNE OU REPERE CADASTRAL OU GEODESIQUE

12278 DESTRUCTION DE SIGNAL BORNE OU REPERE CADASTRAL OU GEODESIQUE

12288 SOUSTRACTION DETOURNEMENT OU DESTRUCTION DE BIENS D'UN DEPOT PUBLIC

DEGRADATION LEGERE DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION PUBLIQUE PAR

12310 INSCRIPTION OU DESSIN

12310 INSCRIPTION SUR BIEN PUBLIC AVEC DOMMAGE LEGER

12362 TERRORISME DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES

DEGRADATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES EN MATIERE
12363 DE TERRORISME

DEGRADATION D'UN BIEN PAR MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES EN MATIERE DE
12363 TERRORISME

12378 DESTRUCTION D'UN DOCUMENT OU OBJET POUVANT FACILITER DECOUVERTE CRIME OU DELIT

DEGRADATION OU DETERIORATION LEGERE D'UN BIEN PAR INSCRIPTION SIGNE OU DESSIN

20778 COMMISE EN REUNION

DEGRADATION OU DETERIORATION LEGERE D'UN BIEN PAR INSCRIPTION SIGNE OU DESSIN
 20778 COMMISE EN REUNION
 DESTRUCTION DEGRADATION OU DETERIORATION DE LOCAL DANS LE BUT D'EN FAIRE PARTIR LES
 22994 OCCUPANTS APRES NOTIFICATION DE MESURE LIEE A L'INSALUBRITE
 DESTRUCTION DEGRADATION DETERIORATION LOCAL FAIRE PARTIR OCCUPANTS APRES
 22994 NOTIFICATION INSALUBRITE
 TERRORISME DESTRUCTION EN BANDE ORGANISEE DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX
 23135 POUR LES PERSONNES
 TERRORISME DEGRADATION OU DETERIORATION EN BANDE ORGANISEE DU BIEN D'AUTRUI PAR UN
 23136 MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES
 23138 TERRORISME DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI AVEC ENTREE PAR EFFRACTION
 23139 TERRORISME DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI AVEC ENTREE PAR EFFRACTION
 23140 TERRORISME DESTRUCTION DU BIEN D'UN TEMOIN POUR L'INFLUENCER OU PAR REPRESAILLES
 TERRORISME DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN TEMOIN POUR L'INFLUENCER OU
 23141 PAR REPRESAILLES
 23142 TERRORISME DESTRUCTION DU BIEN D'UNE VICTIME POUR L'INFLUENCER OU PAR REPRESAILLES
 TERRORISME DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UNE VICTIME POUR L'INFLUENCER OU
 23143 PAR REPRESAILLES
 TERRORISME DESTRUCTION DU BIEN D'UNE PARTIE CIVILE POUR L'INFLUENCER OU PAR
 23144 REPRESAILLES
 TERRORISME DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UNE PARTIE CIVILE POUR
 23145 L'INFLUENCER OU PAR REPRESAILLES
 23146 TERRORISME DESTRUCTION DU BIEN D'UN MAGISTRAT OU D'UN JURE POUR L'INFLUENCER
 TERRORISME DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN MAGISTRAT OU D'UN JURE POUR
 23147 L'INFLUENCER
 23148 TERRORISME DESTRUCTION DU BIEN D'UN AVOCAT POUR L'INFLUENCER
 23149 TERRORISME DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN AVOCAT POUR L'INFLUENCER
 DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION DE LOCAUX POUR FAIRE OBSTACLE A UNE
 23172 REQUISITION AVEC ATTRIBUTAIRE
 DESTRUCTION DEGRADATION DETERIORATION DE LOCAUX POUR FAIRE OBSTACLE A REQUISITION
 23172 AVEC ATTRIBUTAIRE
 23676 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA RACE
 23677 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA RELIGION
 23678 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA NATION OU L'ETHNIE
 23679 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA RACE
 23680 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA RELIGION
 23681 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA NATION OU L'ETHNIE
 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA RACE PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES
 23682 PERSONNES
 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA RELIGION PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES
 23683 PERSONNES
 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA NATION OU L'ETHNIE PAR UN MOYEN
 23684 DANGEREUX POUR LES PERSONNES
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA RACE PAR UN MOYEN
 23685 DANGEREUX POUR LES PERSONNES
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON RACE PAR MOYEN DANGEREUX
 23685 POUR LES PERSONNES
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA RELIGION PAR UN MOYEN
 23686 DANGEREUX POUR LES PERSONNES
 23686 DEGRADATION DETERIORATION BIEN AUTRUI A RAISON RELIGION PAR MOYEN DANGEREUX POUR

LES PERSONNES

- DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI A RAISON DE LA NATION OU L'ETHNIE PAR
23687 UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES
DEGRADATION OU DETERIORATION BIEN D'AUTRUI RAISON NATION OU ETHNIE PAR MOYEN
23687 DANGEREUX POUR PERSONNE
23688 DESTRUCTION D'UN EDIFICE AFFECTE AU CULTE
23688 DESTRUCTION D'UN LIEU DE CULTE
23689 DESTRUCTION D'UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE EDUCATIF OU DE LOISIRS
23690 DESTRUCTION D'UN VEHICULE DE TRANSPORT D'ENFANTS
23691 DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN EDIFICE AFFECTE AU CULTE
23692 DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE, EDUCATIF OU DE LOISIRS
23692 DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN ETABLISSEMENT SCOLAIRE EDUCATIF OU DE LOISIRS
23693 DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN VEHICULE DE TRANSPORT D'ENFANTS
DESTRUCTION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION DANS DES
25263 CONDITIONS DE NATURE A CAUSER UN DOMMAGE AUX PERSONNES
25263 DESTRUCTION PAR INCENDIE DE FORET POUVANT CAUSER UN DOMMAGE AUX PERSONNES
DESTRUCTION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION D'AUTRUI POUVANT
25264 CREER UN DOMMAGE IRREVERSIBLE A L'ENVIRONNEMENT
DESTRUCTION PAR INCENDIE DE FORET POUVANT CREER UN DOMMAGE IRREVERSIBLE A
25264 L'ENVIRONNEMENT
DEGRADATION OU DETERIORATION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION
25265 D'AUTRUI POUVANT CAUSER UN DOMMAGE AUX PERSONNES
DEGRADATION OU DETERIORATION DE FORET PAR INCENDIE POUVANT CAUSER UN DOMMAGE
25265 AUX PERSONNES
DEGRADATION OU DETERIORATION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION
25266 D'AUTRUI POUVANT CREER UN DOMMAGE IRREVERSIBLE A L'ENVIRONNEMENT
DEGRADATION OU DETERIORATION INCENDIE BOIS FORET LANDE D'AUTRUI POUVANT CREER
25266 DOMMAGE ENVIRONNEMENT
DESTRUCTION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION AYANT ENTRAINE
25267 POUR AUTRUI UNE INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS
DEGRADATION OU DETERIORATION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION
25268 D'AUTRUI AYANT ENTRAINE UNE INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS
DESTRUCTION EN BANDE ORGANISEE PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU
25269 PLANTATION D'AUTRUI
DEGRADATION OU DETERIORATION EN BANDE ORGANISEE PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE
25270 MAQUIS OU PLANTATION D'AUTRUI
DEGRADATION OU DETERIORATION EN BANDE ORGANISEE PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE
25270 MAQUIS D'AUTRUI
DESTRUCTION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION SUIVIE D'INCAPACITE
25271 DE PLUS DE 8 JOURS
25271 DESTRUCTION PAR INCENDIE DE FORET AVEC UNE ITT DE PLUS DE 8 JOURS
DEGRADATION OU DETERIORATION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION
25272 D'AUTRUI AYANT ENTRAINE UNE INCAPACITE SUPERIEURE A 8 JOURS
DESTRUCTION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION D'AUTRUI COMMISE
25273 EN RAISON DE LA RACE
DEGRADATION OU DETERIORATION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION
25274 D'AUTRUI COMMISE EN RAISON DE LA RACE
DESTRUCTION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION D'AUTRUI COMMISE
25275 EN RAISON DE LA NATION OU L'ETHNIE
25276 DEGRADATION OU DETERIORATION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION

D'AUTRUI COMMISE EN RAISON DE LA NATION OU L'ETHNIE
 DESTRUCTION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION D'AUTRUI COMMISE
 25277 EN RAISON DE LA RELIGION
 25277 DESTRUCTION PAR INCENDIE DE FORET EN RAISON DE LA RELIGION
 DEGRADATION OU DETERIORATION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION
 25278 D'AUTRUI COMMISE EN RAISON DE LA RELIGION
 DESTRUCTION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION SUIVIE D'INFIRMITÉ
 25279 PERMANENTE OU DE MUTILATION
 25279 DESTRUCTION PAR INCENDIE DE FORET CAUSANT UNE MUTILATION OU UNE INFIRMITÉ
 DEGRADATION OU DETERIORATION PAR INCENDIE DE BOIS FORET LANDE MAQUIS OU PLANTATION
 25280 D'AUTRUI AYANT ENTRAINE UNE MUTILATION OU UNE INFIRMITÉ PERMANENTE
 DESTRUCTION DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION PUBLIQUE LORS DE
 25338 MANIFESTATION SPORTIVE
 DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN DESTINE A L'UTILITE OU LA DECORATION PUBLIQUE
 25339 LORS DE MANIFESTATION SPORTIVE
 DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN DESTINE UTILITE DECORATION PUBLIQUE LORS
 25339 MANIFESTATION SPORTIVE
 DESTRUCTION DE DECOUVERTE ARCHEOLOGIQUE OU DE LIEU D'OPERATIONS ARCHEOLOGIQUES
 25720 PAR PERSONNE MORALE
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI COMMISE EN REUNION PAR UNE PERSONNE
 25946 MORALE
 26147 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UNE PERSONNE MORALE
 TERRORISME DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX
 26939 POUR LES PERSONNES AYANT ENTRAINE UNE INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS
 TERRORISME DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES
 26940 AYANT ENTRAINE UNE INCAPACITE N'EXCEDANT PAS 8 JOURS
 TERRORISME DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX
 26941 POUR LES PERSONNES AYANT ENTRAINE UNE INCAPACITE SUPERIEURE A 8 JOURS
 TERRORISME DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES
 26942 AYANT ENTRAINE UNE INCAPACITE SUPERIEURE A 8 JOURS
 TERRORISME DESTRUCTION BIEN AUTRUI MOYEN DANGEREUX POUR PERSONNE INCAPACITE
 26942 SUPERIEURE A 8 JOURS
 TERRORISME DESTRUCTION DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN
 26994 DANGEREUX POUR LES PERSONNES AYANT ENTRAINE LA MORT
 TERRORISME DESTRUCTION DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN
 DANGEREUX POUR LES PERSONNES AYANT ENTRAINE UNE MUTILATION OU UNE INFIRMITÉ
 27257 PERMANENTE
 27494 DESTRUCTION DE DOCUMENT D'ARCHIVES PRIVEES CLASSE
 27495 DEGRADATION OU DETERIORATION DE DOCUMENT D'ARCHIVES PRIVEES CLASSE
 27496 DESTRUCTION DE BIEN CULTUREL RELEVANT DU DOMAINE PUBLIC MOBILIER
 27497 DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN CULTUREL RELEVANT DU DOMAINE PUBLIC MOBILIER
 DESTRUCTION DE BIEN CULTUREL EXPOSE, DEPOSE OU CONSERVE PAR UNE PERSONNE
 27498 EFFECTUANT UNE MISSION D'INTERET GENERAL OU DANS UN EDIFICE AFFECTE AU CULTE
 DESTRUCTION BIEN CULTUREL EXPOSE DEPOSE CONSERVE PAR PERSONNE MISSION INTERET
 27498 GENERAL EDIFICE CULTE
 DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN CULTUREL EXPOSE, DEPOSE OU CONSERVE PAR UNE
 PERSONNE EFFECTUANT UNE MISSION D'INTERET GENERAL OU DANS UN EDIFICE AFFECTE AU
 27499 CULTE
 DEGRADATION OU DETERIORATION BIEN CULTUREL CONSERVE PERSONNE MISSION INTERET
 27499 GENERAL EDIFICE CULTE
 27500 DESTRUCTION DE BIEN CLASSE OU INSCRIT COMMISE EN REUNION

27501 DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN CLASSE OU INSCRIT COMMISE EN REUNION
 27502 DESTRUCTION DE DOCUMENT D'ARCHIVES PRIVEES CLASSE COMMISE EN REUNION
 DEGRADATION OU DETERIORATION DE DOCUMENT D'ARCHIVES PRIVEES CLASSE COMMISE EN
 27503 REUNION
 DESTRUCTION DE DECOUVERTE ARCHEOLOGIQUE OU DE LIEU D'OPERATIONS ARCHEOLOGIQUES
 27504 COMMISE EN REUNION
 DEGRADATION OU DETERIORATION DECOUVERTE ARCHEOLOGIQUE OU DE LIEU D'OPERATIONS
 27505 ARCHEOLOGIQUES COMMISE EN REUNION
 DEGRADATION OU DETERIORATION DECOUVERTE ARCHEOLOGIQUE OU LIEU OPERATIONS
 27505 ARCHEOLOGIQUES EN REUNION
 27506 DESTRUCTION D'UN EDIFICE AFFECTE AU CULTE COMMISE EN REUNION
 27507 DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN EDIFICE AFFECTE AU CULTE COMMISE EN REUNION
 DESTRUCTION DE BIEN CULTUREL RELEVANT DU DOMAINE PUBLIC MOBILIER COMMISE EN
 27508 REUNION
 DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN CULTUREL RELEVANT DU DOMAINE PUBLIC MOBILIER
 27509 COMMISE EN REUNION
 DEGRADATION OU DETERIORATION BIEN CULTUREL RELEVANT DU DOMAINE PUBLIC MOBILIER
 27509 COMMISE EN REUNION
 DESTRUCTION DE BIEN CULTUREL EXPOSE, DEPOSE OU CONSERVE PAR UNE PERSONNE
 EFFECTUANT UNE MISSION D'INTERET GENERAL OU DANS UN EDIFICE AFFECTE AU CULTE COMMISE
 27510 EN REUNION
 DEGRADATION OU DETERIORATION DE BIEN CULTUREL EXPOSE, DEPOSE OU CONSERVE PAR UNE
 PERSONNE EFFECTUANT UNE MISSION D'INTERET GENERAL OU DANS UN EDIFICE AFFECTE AU
 27511 CULTE COMMISE EN REUNION
 DEGRADATION DETERIORATION BIEN CULTUREL EXPOSE PERSONNE MISSION INTERET GENERAL
 27511 COMMISE EN REUNION
 DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN LOCAL D'HEBERGEMENT FAISANT L'OBJET
 D'UN ARRETE DE CESSATION DE SA SITUATION D'INSECURITE POUR EN FAIRE PARTIR LES
 27552 OCCUPANTS - ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC
 DESTRUCTION DEGRADATION DETERIORATION LOCAL HEBERGEMENT ARRETE CESSATION
 27552 INSECURITE PARTIR OCCUPANT
 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UNE PERSONNE DISSIMULANT VOLONTAIREMENT SON
 27559 VISAGE AFIN DE NE PAS ETRE IDENTIFIEE
 DESTRUCTION BIEN AUTRUI PAR PERSONNE DISSIMULANT VOLONTAIREMENT SON VISAGE AFIN PAS
 27559 ETRE IDENTIFIEE
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UNE PERSONNE DISSIMULANT
 27560 VOLONTAIREMENT SON VISAGE AFIN DE NE PAS ETRE IDENTIFIEE
 DEGRADATION OU DETERIORATION BIEN AUTRUI PERSONNE DISSIMULANT SON VISAGE AFIN PAS
 27560 ETRE IDENTIFIEE
 DEGRADATION OU DETERIORATION LEGERE D'UN BIEN PAR INSCRIPTION, SIGNE OU DESSIN,
 COMMISE PAR UNE PERSONNE DISSIMULANT VOLONTAIREMENT SON VISAGE AFIN DE NE PAS ETRE
 27561 IDENTIFIEE
 DEGRADATION DETERIORATION LEGERE BIEN PAR INSCRIPTION PERSONNE DISSIMULANT VISAGE
 27561 PAS ETRE IDENTIFIE
 27611 DESTRUCTION D'UN BIEN APPARTENANT A AUTRUI LORS DE MANIFESTATION SPORTIVE
 DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN BIEN APPARTENANT A AUTRUI LORS DE MANIFESTATION
 27612 SPORTIVE
 27613 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI COMMISE EN REUNION LORS DE MANIFESTATION SPORTIVE
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI COMMISE EN REUNION LORS DE
 27614 MANIFESTATION SPORTIVE
 27615 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UNE PERSONNE DISSIMULANT VOLONTAIREMENT SON

VISAGE AFIN DE NE PAS ETRE IDENTIFIEE LORS DE MANIFESTATION SPORTIVE
 DESTRUCTION BIEN AUTRUI PAR PERSONNE DISSIMULANT SON VISAGE PAS ETRE IDENTIFIEE MANIF
 27615 SPORTIVE
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UNE PERSONNE DISSIMULANT
 VOLONTAIREMENT SON VISAGE AFIN DE NE PAS ETRE IDENTIFIEE LORS DE MANIFESTATION
 27616 SPORTIVE
 DEGRADATION DETERIORATION BIEN AUTRUI PERSONNE DISSIMULANT VISAGE PAS ETRE
 27616 IDENTIFIEE MANIF SPORTIVE
 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES LORS DE
 27617 MANIFESTATION SPORTIVE
 DESTRUCTION BIEN AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES PERSONNES LORS DE
 27617 MANIFESTATION SPORTIVE
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI PAR UN MOYEN DANGEREUX POUR LES
 27618 PERSONNES LORS DE MANIFESTATION SPORTIVE
 DEGRADATION OU DETERIORATION BIEN AUTRUI PAR MOYEN DANGEREUX POUR PERSONNES
 27618 MANIFESTATION SPORTIVE
 DESTRUCTION DU BIEN D'UN MEMBRE DE L'ENTOURAGE D'UN DEPOSITAIRE DE L'AUTORITE
 27635 PUBLIQUE - PERSONNE VIVANT A SON DOMICILE, CONJOINT, ASCENDANT OU DESCENDANT
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN MEMBRE DE L'ENTOURAGE D'UN DEPOSITAIRE
 DE L'AUTORITE PUBLIQUE - PERSONNE VIVANT A SON DOMICILE, CONJOINT, ASCENDANT OU
 27636 DESCENDANT
 DEGRADATION DETERIORATION BIEN MEMBRE ENTOURAGE DEPOSITAIRE AUTORITE PUB
 27636 PERSONNE VIVANT DOMICILE
 DESTRUCTION DU BIEN D'UN MEMBRE DE L'ENTOURAGE D'UN CHARGE DE MISSION DE SERVICE
 27637 PUBLIC PERSONNE VIVANT A SON DOMICILE CONJOINT ASCENDANT OU DESCENDANT
 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'UN MEMBRE DE L'ENTOURAGE D'UN CHARGE DE
 MISSION DE SERVICE PUBLIC - PERSONNE VIVANT A SON DOMICILE, CONJOINT, ASCENDANT OU
 27638 DESCENDANT
 DESTRUCTION DE PARCELLE DE CULTURE D'ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES AUTORISEE
 27903 AUX FINS DE MISE SUR LE MARCHE
 DEGRADATION DE PARCELLE DE CULTURE D'ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES AUTORISEE
 27904 AUX FINS DE MISE SUR LE MARCHE
 DEGRADATION DE PARCELLE CULTURE ORGANISME GENETIQUEMENT MODIFIE AUTORISEE AUX
 27904 FINS MISE SUR MARCHE
 DESTRUCTION DE PARCELLE DE CULTURE D'ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES AUTORISEE A
 27905 LA DISSEMINATION A TOUTES AUTRES FINS QUE LA MISE SUR LE MARCHE
 DEGRADATION DE PARCELLE DE CULTURE D'ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES AUTORISEE
 27906 A LA DISSEMINATION A TOUTES AUTRES FINS QUE LA MISE SUR LE MARCHE
 28140 DESTRUCTION DU BIEN D'AUTRUI AGGRAVE PAR DEUX CIRCONSTANCES
 28141 DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI AGGRAVE PAR DEUX CIRCONSTANCES
 ATTEINTE AU BON FONCTIONNEMENT D'OUVRAGE ET INSTALLATION DE DISTRIBUTION OU DE
 28419 TRANSPORT DE PRODUIT CHIMIQUE
 ATTEINTE AU BON FONCTIONNEMENT D'OUVRAGE ET INSTALLATION DE DISTRIBUTION, TRANSPORT
 28420 OU STOCKAGE DE GAZ OU D'HYDROCARBURES
 TERRORISME : DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN BIEN APPARTENANT A
 28644 AUTRUI
 TERRORISME DESTRUCTION DEGRADATION OU DETERIORATION D'UN BIEN APPARTENANT A
 28644 AUTRUI
 DESTRUCTION D'UNE INSTALLATION DE SIGNALISATION MARITIME OU D'AIDE A LA NAVIGATION
 28727 DANS UN PORT MARITIME
 28727 DESTRUCTION INSTALLATION DE SIGNALISATION MARITIME OU D'AIDE A LA NAVIGATION DANS UN

PORT MARITIME

DEGRADATION D'UNE INSTALLATION DE SIGNALISATION MARITIME OU D'AIDE A LA NAVIGATION

28731 SITUEE HORS DES LIMITES D'UN PORT

DEGRADATION INSTALLATION SIGNALISATION MARITIME OU D'AIDE NAVIGATION SITUEE HORS

28731 LIMITES D'UN PORT

DESTRUCTION D'UNE INSTALLATION DE SIGNALISATION MARITIME OU D'AIDE A LA NAVIGATION

28732 SITUEE HORS DES LIMITES D'UN PORT

TERRORISME : DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION DU BIEN D'AUTRUI COMMISE EN

30896 REUNION

INTRUSION AVEC DESTRUCTION DANS ENCEINTE D'UNE INSTALLATION CIVILE ABRITANT DES

31078 MATIERES NUCLEAIRES

DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION DE LOCAL, PAR PERSONNE MORALE, DANS LE

31829 BUT D'EN FAIRE PARTIR LES OCCUPANTS APRES NOTIFICATION DE MESURE LIEE A L'INSALUBRITE

DETERIORATION, PAR PERSONNE MORALE, D'UN LOCAL LE RENDANT IMPROPRE A L'HABITATION

POUR FAIRE RENONCER L'OCCUPANT A SON DROIT AU RELOGEMENT OU A UN HEBERGEMENT

31833 DECENT

DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION, PAR PERSONNE MORALE, DE LOCAL FAISANT

31837 L'OBJET D'UN ARRETE DE PERIL DANS LE BUT D'EN FAIRE PARTIR LES OCCUPANTS

DESTRUCTION, DEGRADATION OU DETERIORATION PAR PERSONNE MORALE D'UN LOCAL

D'HEBERGEMENT OBJET D'ARRETE DE CESSATION DE SITUATION D'INSECURITE POUR EN FAIRE

31842 PARTIR LES OCCUPANTS -ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC